

La preuve électronique : reconnaissance juridique et difficultés probatoires en droit marocain

Electronic Evidence: Legal Recognition and Evidentiary Difficulties in Moroccan Law

Dr. Asseya ABLI

Docteur en droit

Résumé

Le passage au numérique des échanges quotidiens a ébranlé les catégories sur lesquelles reposait, depuis plus d'un siècle, le droit marocain de la preuve. En adoptant la loi n° 53-05 relative à l'échange électronique de données juridiques, puis la loi n° 43-20 relative aux services de confiance pour les transactions électroniques, le législateur a posé le principe d'une équivalence entre le document électronique et le document papier, et mis en place une échelle de signatures électroniques aux effets gradués. Cette consécration, difficilement contestable à la lecture des textes, ne se retrouve pourtant qu'imparfaitement dans les salles d'audience : le support numérique demeure fragile et fugace, l'auteur d'un message et l'intégrité de son contenu restent difficiles à établir, l'expertise technique fait défaut, les données situées à l'étranger échappent largement aux juridictions nationales, et la jurisprudence, encore jeune, avance avec précaution. La présente étude s'attache à comprendre ce fossé entre la lettre de la loi et le vécu judiciaire de la preuve électronique au Maroc, puis à esquisser les moyens de le combler, en s'appuyant notamment sur les enseignements du droit français et du droit de l'Union européenne.

Mots-clés : preuve électronique — écrit électronique — signature électronique — loi n° 53-05 — loi n° 43-20 — force probante — intégrité — expertise judiciaire — cybercriminalité — droit marocain.

Abstract

The shift of everyday exchanges to digital form has unsettled the categories on which Moroccan evidence law had rested for over a century. With Law No. 53-05 on the electronic exchange of legal data, and later Law No. 43-20 on trust services for electronic transactions, the legislature established the principle that an electronic document is equivalent to a paper one and introduced a scale of electronic signatures carrying graduated legal effects. This recognition, hard to dispute on a reading of the texts, is only imperfectly reflected in the courtroom. Digital media remain fragile and short-lived; the author of a message and the integrity of its content are difficult to establish; technical expertise is in short supply; data stored abroad largely escapes the reach of national courts; and case law, still young, proceeds with caution. This article seeks to explain the gap between the letter of the law and the judicial reality of electronic evidence in Morocco, and to outline ways of closing it, drawing in particular on the lessons of French and European Union law.

Keywords: electronic evidence — electronic writing — electronic signature — Law No. 53-05 — Law No. 43-20 — probative value — integrity — judicial expertise — cybercrime — Moroccan law.

Introduction

Pendant plus d'un siècle, prouver, c'était montrer du papier. Une lettre écrite à la main, une signature tracée par son auteur, un original rangé dans un coffre ou consigné sur un registre : l'ensemble du système probatoire issu du dahir formant code des obligations et des contrats du 12 août 1913⁵⁰⁴⁷ tenait à la matérialité du support et au geste de celui qui s'oblige. Ce monde-là s'est effacé en l'espace d'une génération. On conclut aujourd'hui ses affaires par courriel, on règle ses achats depuis un téléphone, on négocie sur une messagerie instantanée — et l'on s'investit, à l'occasion, sur les réseaux sociaux. Le contentieux a suivi ce déplacement : chaque jour, des courriels imprimés, des captures d'écran, des enregistrements, des relevés de connexion ou des fils de discussion WhatsApp atterrissent sur le bureau du juge marocain, qui doit décider de leur valeur avec les outils d'un droit de la preuve façonné pour le papier.

Le phénomène est mondial, mais il prend au Maroc un relief singulier. Le Royaume a érigé le numérique en priorité stratégique : stratégie « Maroc Digital », essor des téléservices administratifs qu'encourage la loi n° 55-19 relative à la simplification des procédures administratives⁵⁰⁴⁸, montée en puissance de la plateforme des juridictions numériques ou, plus récemment encore, accueil de procédés électroniques dans le nouveau code de procédure civile. Dans le même temps, la pratique des tribunaux trahit une réception encore mal assurée de la preuve numérique. Les parties versent aux débats des impressions de courriels dont l'authenticité est aussitôt discutée; les magistrats, privés d'expertise, peinent à jauger la fiabilité technique des pièces qui leur sont soumises; et lorsque les données décisives dorment sur des serveurs installés à l'étranger, le sentiment d'impuissance n'est jamais très loin.

Encore faut-il s'entendre sur les mots. La preuve électronique déborde largement la seule notion d'écrit électronique. Elle englobe, d'un côté, la preuve préparée à l'avance sous forme numérique — l'acte juridique établi, signé et archivé électroniquement dans la perspective d'un litige éventuel — et, de l'autre, la preuve après coup de faits juridiques : journaux de connexion, métadonnées, fichiers de logs, messages, photographies, enregistrements sonores ou vidéo, données extraites d'un appareil ou d'un serveur. La première catégorie ressortit pour l'essentiel au droit civil et commercial de la preuve, que la loi n° 53-05 a profondément renouvelé⁵⁰⁴⁹; la seconde nourrit les contentieux pénal, social, commercial ou familial, où prévalent d'autres logiques — la liberté de la preuve et l'intime conviction du juge⁵⁰⁵⁰.

La reconnaissance juridique de cette preuve d'un genre nouveau s'est faite en deux étapes. En 2007, la loi n° 53-05 — qui doit beaucoup à la loi type de la CNUDCI sur le commerce électronique ainsi qu'à la réforme française du 13 mars 2000⁵⁰⁵¹ — a inséré dans le code des obligations et des contrats les articles 417-1 à 417-3 : l'écrit électronique y est reçu en preuve

5047 Royaume du Maroc. (1913). Dahir du 9 ramadan 1331 (12 août 1913) formant code des obligations et des contrats, tel que modifié et complété. *Bulletin officiel*, 12 septembre 1913.

5048 Royaume du Maroc. (2020). Loi n° 55-19 relative à la simplification des mesures et des procédures administratives, promulguée par le dahir n° 1-20-06 du 6 mars 2020. *Bulletin officiel*, 6866, 19 mars 2020.

5049 Royaume du Maroc. (2007). Loi n° 53-05 relative à l'échange électronique de données juridiques, promulguée par le dahir n° 1-07-129 du 30 novembre 2007. *Bulletin officiel*, 5584, 6 décembre 2007.

5050 Royaume du Maroc. (2002). Loi n° 22-01 relative à la procédure pénale, promulguée par le dahir n° 1-02-255 du 3 octobre 2002, art. 286.

5051 Commission des Nations Unies pour le droit commercial international. (1996). *Loi type de la CNUDCI sur le commerce électronique*. Nations Unies; République française. (2000). Loi n° 2000-230 du 13 mars 2000 portant adaptation du droit de la preuve aux technologies de l'information et relative à la signature électronique. *Journal officiel de la République française*, 14 mars 2000.

« au même titre que l'écrit sur support papier » et se voit reconnaître une force probante identique, à condition toutefois que son auteur puisse être identifié et que son intégrité soit garantie. Il a fallu attendre treize ans pour que la loi n° 43-20 relative aux services de confiance pour les transactions électroniques⁵⁰⁵² vienne rajeunir le versant technique du dispositif : elle distingue désormais trois niveaux de signature électronique — simple, avancée, qualifiée —, consacre le cachet électronique, l'horodatage et l'envoi recommandé électronique, et remet l'agrément comme la surveillance des prestataires de services de confiance entre les mains d'une autorité nationale. La parenté avec le règlement européen « eIDAS » est revendiquée sans détour⁵⁰⁵³.

Du côté répressif, la reconnaissance a suivi d'autres chemins : la loi n° 07-03, qui sanctionne les atteintes aux systèmes de traitement automatisé des données⁵⁰⁵⁴; la loi n° 03-03 relative à la lutte contre le terrorisme, qui a élargi les possibilités d'intercepter des communications; la loi n° 09-08 sur la protection des données à caractère personnel⁵⁰⁵⁵; la loi n° 05-20 relative à la cybersécurité⁵⁰⁵⁶; et, sur la scène internationale, l'adhésion du Royaume à la Convention de Budapest sur la cybercriminalité, applicable à son égard depuis 2018⁵⁰⁵⁷. L'appareil normatif existe donc bel et bien, et il n'a rien de dérisoire.

D'où vient, alors, que l'on parle encore de difficultés probatoires? De ce qu'un mode de preuve consacré par la loi n'est pas pour autant efficace devant le juge. Entre l'admissibilité de principe et la conviction du magistrat s'interposent une série d'obstacles que la preuve électronique franchit mal : établir qui a réellement écrit un message parti d'un compte susceptible d'être piraté; démontrer qu'un fichier est demeuré intact entre sa création et sa production en justice; obtenir l'expertise d'une pièce technique quand les spécialistes compétents se comptent sur les doigts d'une main; arracher à un hébergeur étranger des données de connexion; concilier, enfin, la manifestation de la vérité avec la vie privée et les données personnelles, que la Constitution de 2011 range parmi les droits fondamentaux⁵⁰⁵⁸. Sur toutes ces questions, les textes ne donnent que des réponses partielles, et une jurisprudence encore rare, parfois divisée, n'a pas achevé de dire le droit.

L'intérêt du sujet se mesure sur deux plans. Sur le plan théorique, la preuve électronique soumet à rude épreuve les notions cardinales du droit probatoire — l'écrit, l'original, la signature, la copie — et impose de reconstruire la hiérarchie des preuves autour d'un critère inédit : la fiabilité technique. Sur le plan pratique, la solidité du régime probatoire conditionne

5052 Royaume du Maroc. (2020). Loi n° 43-20 relative aux services de confiance pour les transactions électroniques, promulguée par le dahir n° 1-20-100 du 31 décembre 2020. *Bulletin officiel*, 6951, 14 janvier 2021. Ce texte abroge et remplace notamment les dispositions de la loi n° 53-05 relatives à la signature électronique.

5053 Parlement européen et Conseil de l'Union européenne. (2014). Règlement (UE) n° 910/2014 du 23 juillet 2014 sur l'identification électronique et les services de confiance pour les transactions électroniques au sein du marché intérieur (eIDAS). *Journal officiel de l'Union européenne*, L 257, 28 août 2014.

5054 Royaume du Maroc. (2003). Loi n° 07-03 complétant le code pénal en ce qui concerne les infractions relatives aux systèmes de traitement automatisé des données, promulguée par le dahir n° 1-03-197 du 11 novembre 2003. *Bulletin officiel*, 5171, 22 décembre 2003 (art. 607-3 à 607-11 du code pénal).

5055 Royaume du Maroc. (2009). Loi n° 09-08 relative à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel, promulguée par le dahir n° 1-09-15 du 18 février 2009. *Bulletin officiel*, 5714, 5 mars 2009.

5056 Royaume du Maroc. (2020). Loi n° 05-20 relative à la cybersécurité, promulguée par le dahir n° 1-20-69 du 25 juillet 2020. *Bulletin officiel*, 6898, 30 juillet 2020.

5057 Conseil de l'Europe. (2001). *Convention sur la cybercriminalité* (STE n° 185). Budapest, 23 novembre 2001. Le Maroc y a adhéré en 2018.

5058 Royaume du Maroc. (2011). Constitution du Royaume du Maroc, promulguée par le dahir n° 1-11-91 du 29 juillet 2011, art. 24. *Bulletin officiel*, 5964 bis, 30 juillet 2011.

tout à la fois la sécurité des transactions en ligne, l'attractivité économique du pays, l'efficacité de la lutte contre la cybercriminalité et, au fond, la confiance que les citoyens placent dans leur justice à l'heure numérique. Quel commerçant accepterait de contracter en ligne sans la certitude de pouvoir, le moment venu, prouver son contrat? Quelle victime de chantage numérique déposerait plainte sans croire la justice capable d'établir les faits?

La problématique peut dès lors s'énoncer en ces termes : *dans quelle mesure le droit marocain, après avoir consacré la recevabilité et la force probante de la preuve électronique, réussit-il à lui assurer une efficacité réelle devant le juge, et par quelles réformes pourrait-on réduire l'écart entre la reconnaissance des textes et les difficultés constatées dans la pratique?*

La démarche retenue pour y répondre est avant tout analytique et critique : elle part des textes — code des obligations et des contrats, lois n° 53-05 et 43-20, code de procédure pénale, législations spéciales — pour les confronter aux orientations de la jurisprudence marocaine et aux acquis du droit comparé, français et européen au premier chef, puisque c'est là que le législateur marocain a puisé ouvertement son inspiration. L'étude se déploie en deux temps complémentaires : il s'agira d'examiner d'abord comment le droit marocain a reconnu juridiquement la preuve électronique, dans ses assises civiles comme dans ses prolongements pénaux (Première partie), puis d'analyser les difficultés probatoires qui en limitent la portée et les perspectives permettant d'y remédier (Deuxième partie).

Première partie : La reconnaissance juridique de la preuve électronique en droit marocain

Longtemps reléguée aux marges du droit positif, la preuve électronique a gagné sa place au Maroc par une double voie. Une consécration substantielle, d'abord, inscrite au cœur même du code des obligations et des contrats et achevée par la loi n° 43-20 : l'écrit électronique y est assimilé à l'écrit papier et les instruments techniques de sa fiabilité y sont organisés (Chapitre I). Une consécration contentieuse, ensuite, qui s'observe dans les différentes familles de litiges, où la preuve numérique est désormais reçue selon des régimes contrastés — préconstitution en matière civile, liberté de la preuve en matière pénale (Chapitre II).

Chapitre I : La consécration législative de l'écrit et de la signature électroniques

Le parti pris fondamental de la loi n° 53-05 tient en deux mots : équivalence fonctionnelle. Au lieu d'ériger, à côté du droit commun, un régime probatoire particulier pour les documents numériques, le législateur marocain a choisi de redéfinir l'écrit lui-même, en des termes indifférents au support. Aux termes de l'article 417-1 du code des obligations et des contrats, l'écrit sous forme électronique est admis en preuve au même titre que l'écrit sur support papier, sous la double condition que la personne dont il émane puisse être dûment identifiée et qu'il soit établi et conservé dans des conditions garantissant son intégrité⁵⁰⁵⁹. L'article 417-2 en déduit la suite logique : l'écrit sur support électronique possède la même force probante que son homologue papier⁵⁰⁶⁰. La portée de la formule est considérable : le juge ne peut plus écarter un document pour la seule raison qu'il est numérique, et l'acte électronique régulier accède au rang de preuve littérale parfaite, qui lie en principe le juge dans le système de preuve légale applicable aux actes juridiques civils.

Cette assimilation n'a pourtant rien d'automatique ni d'inconditionnel. Le papier porte en lui une apparence de stabilité; le fichier numérique, lui, doit faire la preuve de la sienne. Les deux exigences de l'article 417-1 — identification de l'auteur, garantie d'intégrité — fonctionnent comme un filtre de qualité : elles transcrivent, en termes juridiques, les fonctions que le papier et la signature manuscrite assuraient d'elles-mêmes. Identifier l'auteur, c'est restaurer l'imputabilité; garantir

⁵⁰⁵⁹ Code des obligations et des contrats, art. 417-1, tel qu'introduit par la loi n° 53-05 (2007).

⁵⁰⁶⁰ Code des obligations et des contrats, art. 417-2.

l'intégrité, c'est restaurer la permanence du contenu. On saisit ici la finesse de la méthode : le texte ne prescrit aucun procédé technique — il demeure technologiquement neutre — mais il fait de ces exigences les clés d'entrée dans le statut d'écrit probatoire. Un banal courriel non sécurisé peut, en théorie, valoir écrit au sens de l'article 417-1; encore faudra-t-il, en cas de contestation, persuader le juge que l'expéditeur est bien celui qu'il prétend être et que le contenu n'a pas bougé. À défaut, la pièce glissera vers un rôle probatoire de second rang — commencement de preuve par écrit, ou simple indice.

Le dispositif s'accompagne d'une série d'ajustements. L'article 417-3 institue — on y reviendra — une présomption de fiabilité au bénéfice des procédés sécurisés. Les articles 65-3 à 65-7 du même code règlent la formation du contrat par voie électronique, de l'offre à l'acceptation, en encadrant la mise à disposition des stipulations contractuelles et le mécanisme dit du « double clic »⁵⁰⁶¹. L'acte sous seing privé peut désormais être dressé électroniquement, et le régime des copies a été retouché pour accueillir les reproductions numériques fiables et durables⁵⁰⁶². L'ensemble compose un authentique statut civil de l'écrit électronique, couvrant aussi bien la conclusion du contrat que sa preuve — statut que la loi n° 31-08 édictant des mesures de protection du consommateur est venue prolonger pour les contrats conclus à distance⁵⁰⁶³.

L'équivalence fonctionnelle connaît par ailleurs des limites expressément posées. Le législateur de 2007 a soustrait au domaine de l'écrit électronique certains actes jugés trop sensibles pour quitter le formalisme du papier : les actes sous seing privé relatifs à l'application du code de la famille, et ceux relatifs aux sûretés personnelles ou réelles, civiles ou commerciales, sauf lorsqu'ils sont passés par une personne pour les besoins de sa profession⁵⁰⁶⁴. La prudence se conçoit : on n'a pas voulu qu'un cautionnement s'échange sur une messagerie, ni qu'un acte touchant au statut personnel se dématérialise sans garde-fou. Mais ce périmètre d'exclusions, arrêté en 2007, prête aujourd'hui à discussion, à une époque où le mariage se célèbre parfois à distance et où la pratique bancaire réclame la dématérialisation des garanties. Le droit français, qui a peu à peu ouvert l'écrit électronique à la plupart des actes sous signature privée, y compris certaines sûretés, plaide pour un réexamen de ces enclaves de papier⁵⁰⁶⁵.

La date n'est pas un problème moindre. La date certaine, qui rend l'acte opposable aux tiers, s'obtient classiquement par l'enregistrement ou par les événements que le code énumère; dans l'ordre numérique, ce rôle échoit à l'horodatage, et la loi n° 43-20 a eu le mérite d'en faire un service de confiance à part entière, dont la version qualifiée jouit d'une présomption d'exactitude. Mais tant que l'horodatage qualifié restera l'exception, la datation des documents électroniques ordinaires — un courriel, un fichier bureautique — dépendra de métadonnées manipulables, que l'expertise peut analyser sans toujours pouvoir les certifier. Là encore se creuse un fossé entre une élite documentaire sécurisée et le tout-venant numérique des relations juridiques courantes — et c'est dans ce fossé que le contentieux prospère.

Un écrit ne vaut que par la signature qui l'assume. Dès 2007, la loi n° 53-05 avait donc défini la signature électronique et bâti un régime de signature « sécurisée », appuyé sur des certificats émanant de prestataires agréés. Ce premier édifice, techniquement vieilli et peu pratiqué, a été entièrement refondu par la loi n° 43-20 relative aux services de confiance pour

5061 Code des obligations et des contrats, art. 65-3 à 65-7, introduits par la loi n° 53-05 (2007), relatifs à l'échange d'informations et à la conclusion du contrat par voie électronique.

5062 Code des obligations et des contrats, art. 426 et 440, tels que modifiés par la loi n° 53-05 (2007).

5063 Royaume du Maroc. (2011). Loi n° 31-08 édictant des mesures de protection du consommateur, promulguée par le dahir n° 1-11-03 du 18 février 2011, art. 25 et s. *Bulletin officiel*, 5932, 7 avril 2011.

5064 Loi n° 53-05 (2007), art. 2.

5065 République française. (2016). Code civil, art. 1174 et s., dans leur rédaction issue de l'ordonnance n° 2016-131 du 10 février 2016.

les transactions électroniques, devenue le droit commun technique de la matière. Empruntant sans détour son architecture au règlement européen eIDAS, le texte marocain retient une gradation à trois degrés : la signature électronique simple; la signature électronique avancée, liée au signataire de manière univoque, permettant de l'identifier, créée par des moyens demeurant sous son contrôle exclusif et rendant détectable toute modification ultérieure de l'acte; et la signature électronique qualifiée, produite au moyen d'un dispositif qualifié et adossée à un certificat qualifié délivré par un prestataire agréé⁵⁰⁶⁶.

À cette échelle de signatures répond une échelle d'effets. Seule la signature qualifiée est, de plein droit, assimilée à la signature manuscrite; elle seule bénéficie de la présomption de fiabilité qui inverse la charge de la contestation : c'est au contestataire d'établir la défaillance du procédé, non au porteur de l'acte d'en démontrer la solidité⁵⁰⁶⁷. Les signatures simple et avancée ne sont pas pour autant sans valeur : le juge ne saurait les repousser au seul motif de leur forme électronique ou de leur absence de qualification, mais leur fiabilité relève de sa libre appréciation, au vu des éléments versés. Le système joue ainsi sur deux tableaux : une admissibilité générale, qui ouvre le prétoire à toutes les signatures électroniques, et une hiérarchie des forces probantes, qui récompense l'investissement dans la sécurité. La loi n° 43-20 prolonge du reste la logique des services de confiance au-delà de la signature : cachet électronique des personnes morales, horodatage donnant date opposable à un fichier, envoi recommandé électronique, authentification de sites — autant d'outils de préconstitution d'une preuve numérique solide.

La clé de voûte institutionnelle du système est l'Autorité nationale des services de confiance, dont les attributions sont exercées par la Direction générale de la sécurité des systèmes d'information, rattachée à l'Administration de la défense nationale : agrément des prestataires qualifiés, contrôle de leur activité, tenue des listes de confiance, qualification des dispositifs⁵⁰⁶⁸. Confier la certification électronique à l'autorité chargée de la cybersécurité relève d'une logique cohérente : en dernière analyse, la valeur juridique de la signature repose sur la robustesse cryptographique et organisationnelle des prestataires. En pratique toutefois, l'offre de certification qualifiée reste concentrée entre les mains d'un petit nombre d'opérateurs — historiquement dominée par le service de certification de Barid Al-Maghrib —, ce qui bride la diffusion de la signature qualifiée dans le tissu économique, au premier chef auprès des petites entreprises et des particuliers.

Chapitre II : L'admissibilité de la preuve électronique dans les différents contentieux

En matière civile, régie par le système de la preuve légale, la preuve électronique se distribue selon la distinction classique des actes et des faits juridiques. Pour les actes dépassant le seuil au-delà duquel le témoignage est irrecevable, l'écrit demeure requis — mais cet écrit peut désormais être électronique, pourvu qu'il réponde aux conditions de l'article 417-1. L'acte sous seing privé électronique régulièrement signé fait foi de son contenu entre les parties, et celui qui porte une signature qualifiée jouit de la présomption de fiabilité. Quant à l'écrit électronique qui ne remplit pas les conditions légales — courriel ordinaire, message non signé —, il n'est pas pour autant chassé du débat : doctrine et jurisprudence inclinent à y voir un commencement de preuve par écrit, susceptible d'être complété par témoignages et présomptions, ou à tout le

5066 Loi n° 43-20 (2020), art. 2 et s., définissant les niveaux de signature électronique et les services de confiance.

5067 Code des obligations et des contrats, art. 417-3, combiné avec les dispositions de la loi n° 43-20 (2020) relatives aux effets juridiques de la signature électronique qualifiée.

5068 Loi n° 43-20 (2020), dispositions relatives à l'Autorité nationale des services de confiance pour les transactions électroniques, dont les attributions sont confiées à la Direction générale de la sécurité des systèmes d'information (DGSSI).

moins un indice abandonné à l'appréciation du juge. Cette souplesse est heureuse; elle entretient cependant une zone grise où la valeur d'une même pièce varie sensiblement d'un tribunal à l'autre.

La question de l'acte authentique électronique dessine, quant à elle, la prochaine frontière du droit civil de la preuve. Le notariat moderne et les professions de l'authenticité — adoul, notaires, huissiers — reposent sur l'intervention d'un officier public qui confère à l'acte une force probante renforcée et la force exécutoire; rien n'interdit, conceptuellement, que cette intervention se dématérialise — l'officier instrumentant sur support électronique, signant au moyen d'un dispositif qualifié, conservant l'acte dans un minutier central numérique. Le droit français a sauté le pas depuis longtemps, jusqu'à admettre l'acte notarié à distance par comparution vidéo; le Maroc, où la numérisation des études notariales et de leurs échanges avec la conservation foncière et l'administration fiscale avance à bon rythme, possède les briques techniques d'une évolution comparable. L'enjeu probatoire est de taille : l'acte authentique électronique apporterait au monde numérique ce qui s'approche le plus d'une preuve absolue, et son minutier dématérialisé, adossé aux services de confiance qualifiés, formerait l'archive de référence des transactions importantes. La réforme exigera de retoucher les textes professionnels et le régime de l'authenticité; elle mérite de figurer sans attendre à l'agenda législatif.

Le contentieux commercial réserve à la preuve électronique un accueil plus favorable encore. L'article 334 du code de commerce pose en effet la liberté de la preuve en matière commerciale, sous réserve des exceptions légales⁵⁰⁶⁹ : factures électroniques, courriels échangés entre commerçants, bons de commande dématérialisés, relevés tirés des systèmes d'information — tout peut librement concourir à la démonstration des obligations. La pratique bancaire en donne l'illustration la plus quotidienne : la jurisprudence reconnaît de longue date la force probante des relevés et enregistrements informatiques des établissements de crédit dans leurs rapports avec leurs clients commerçants, sous les conditions de régularité fixées par la législation bancaire⁵⁰⁷⁰. De même, l'essor du paiement mobile et du commerce en ligne repose tout entier sur la traçabilité électronique des opérations, dont les journaux informatiques forment la mémoire probatoire.

La vie des affaires fournit du reste au juge commercial un repère que le droit civil ignore : l'usage. Entre partenaires accoutumés à traiter par courriel, l'échange demeuré incontesté au fil des années vaut convention tacite sur le mode de communication, et la partie qui découvre au premier litige que les courriels « ne prouvent rien » se heurte à l'exigence de bonne foi. Les conventions de preuve — clauses sur la valeur des journaux informatiques, sur les procédés de validation, sur l'archivage — se multiplient dans les contrats d'affaires et les conditions générales des services en ligne. Licites lorsqu'elles portent sur des droits disponibles, elles restent sous le regard du juge quand, dans un rapport déséquilibré, elles priveraient une partie de toute possibilité effective de preuve contraire.

Les matières sociale et familiale révèlent, pour leur part, les tensions que la preuve numérique fait naître. Devant les juridictions sociales, l'employeur brandit volontiers courriels professionnels, fichiers de pointage ou traces de connexion pour établir la faute du salarié, tandis que ce dernier produit des messages pour prouver des heures supplémentaires ou un harcèlement; au juge, alors, d'arbitrer entre le pouvoir de contrôle patronal et la vie privée du salarié, y compris sur les outils professionnels. Dans le contentieux familial, captures d'écran de conversations et publications sur les réseaux sociaux envahissent les procédures de divorce; leur recevabilité bute à la fois sur les exclusions de l'article 2 de la loi n° 53-05 pour

5069 Royaume du Maroc. (1996). Loi n° 15-95 formant code de commerce, promulguée par le dahir n° 1-96-83 du 1er août 1996, art. 334. *Bulletin officiel*, 4418, 3 octobre 1996.

5070 Royaume du Maroc. (2014). Loi n° 103-12 relative aux établissements de crédit et organismes assimilés, promulguée par le dahir n° 1-14-193 du 24 décembre 2014, art. 156. *Bulletin officiel*, 6328, 22 janvier 2015.

les actes relevant du code de la famille et sur les exigences de loyauté et de respect de l'intimité. La preuve électronique s'infiltré ainsi dans tous les prétoires, mais avec des fortunes inégales, au gré des régimes probatoires propres à chaque contentieux.

Le procès pénal reçoit la preuve électronique sous la bannière d'un principe cardinal : la liberté de la preuve. L'article 286 du code de procédure pénale permet d'établir les infractions par tout mode de preuve, hors les cas où la loi en dispose autrement, le juge statuant selon son intime conviction, qu'il doit motiver⁵⁰⁷¹. Rien ne s'oppose donc, dans le principe, à ce qu'une condamnation s'appuie sur des courriels, des messages, des données de connexion, des enregistrements ou des fichiers extraits d'un support informatique. La preuve numérique s'est même imposée comme la reine des preuves dans des pans entiers du contentieux répressif : escroqueries en ligne, chantage à la webcam, usurpation d'identité numérique, diffusion d'images portant atteinte à la vie privée, atteintes aux systèmes de traitement automatisé des données que répriment les articles 607-3 et suivants du code pénal issus de la loi n° 07-035072. Dans ces affaires, l'infraction elle-même est numérique; sa preuve ne saurait l'être moins.

La liberté de la preuve n'est pas, pour autant, licence de prouver n'importe comment. La preuve pénale électronique demeure tenue par le principe de légalité dans la recherche des preuves et par les garanties constitutionnelles du procès équitable. L'article 24 de la Constitution protège la vie privée et le secret des communications privées, auxquels il ne peut être porté atteinte que dans les conditions prévues par la loi. Le code de procédure pénale encadre ainsi strictement l'interception des communications à distance : interdite par principe, elle n'est possible que sur autorisation judiciaire, pour des infractions limitativement énumérées — atteintes à la sûreté de l'État, terrorisme, stupéfiants, armes, enlèvement, fausse monnaie, notamment —, pour une durée bornée et sous le contrôle du magistrat⁵⁰⁷³. Les perquisitions et saisies s'étendent, en pratique, aux supports et données informatiques, et l'officier de police judiciaire peut s'adjoindre toute personne qualifiée pour procéder aux constatations techniques.

L'adhésion du Maroc à la Convention de Budapest a par ailleurs élargi la panoplie conceptuelle : conservation rapide des données stockées, injonctions de produire, perquisition et saisie de données informatiques, entraide internationale renforcée. La loi n° 05-20 sur la cybersécurité, en soumettant les opérateurs d'importance vitale à des obligations de sécurité et de notification des incidents, contribue indirectement à la formation de traces exploitables. Il n'en reste pas moins que le code de procédure pénale marocain ne comporte toujours pas de régime général et cohérent de la preuve numérique : les textes avancent par retouches successives, greffées sur des institutions conçues pour le monde physique — perquisition, saisie, expertise — et laissent en suspens des questions aussi essentielles que la chaîne de conservation des supports saisis, la copie forensique, l'accès aux données chiffrées ou la captation à distance. Cette incomplétude, supportable tant que la preuve numérique restait marginale, devient problématique à mesure qu'elle envahit le contentieux; elle est l'une des sources majeures des difficultés qu'il faudra examiner.

Deux gisements de preuve dominent la pratique répressive contemporaine. Le premier est celui des données de connexion conservées par les opérateurs de télécommunications : identification des abonnés, journaux d'appels, données de

5071 Loi n° 22-01 (2002), art. 286.

5072 Code pénal, art. 607-3 à 607-11, issus de la loi n° 07-03 (2003).

5073 Loi n° 22-01 (2002), art. 108 et s., tels que modifiés notamment par : Royaume du Maroc. (2003). Loi n° 03-03 relative à la lutte contre le terrorisme, promulguée par le dahir n° 1-03-140 du 28 mai 2003. *Bulletin officiel*, 5112, 29 mai 2003.

localisation des terminaux, qui permettent de reconstituer déplacements et contacts d'un suspect avec une précision redoutable. Leur obtention par réquisition judiciaire est devenue un réflexe d'enquête; leur exploitation pose, en retour, la question de la durée de conservation imposée aux opérateurs et de la proportionnalité de l'accès — que les juridictions européennes ont profondément rediscutée et que le droit marocain gagnerait à encadrer plus finement. Le second gisement est celui des contenus publiés sur les réseaux sociaux, théâtre d'une part croissante des infractions d'expression — diffamation, injure, incitation à la haine, atteintes à la vie privée par diffusion d'images — comme des escroqueries et manipulations. Le caractère public de la publication simplifie la preuve du contenu; demeurent entières les difficultés d'imputation du compte à une personne et de coopération avec des plateformes étrangères pour démasquer les auteurs retranchés derrière des pseudonymes.

On ajoutera que la preuve électronique pénale n'est pas seulement une arme de l'accusation : elle est aussi, et de plus en plus, une preuve de la défense. L'horodatage d'une connexion, la géolocalisation d'un téléphone, l'historique d'une messagerie peuvent asseoir un alibi, révéler une manipulation, démentir un témoignage. L'égalité des armes commande alors que la défense accède, dans des conditions praticables, aux données saisies et aux rapports techniques, et qu'elle puisse en solliciter la contre-expertise. L'accès du prévenu à la copie des données extraites de ses propres supports, comme le financement de la contre-expertise pour les justiciables sans ressources, participe du procès équitable numérique que l'article 120 de la Constitution appelle de ses vœux⁵⁰⁷⁴.

Deuxième partie : Les difficultés probatoires de la preuve électronique et les voies de leur dépassement

Consacrée par les textes, la preuve électronique reste laborieuse dans les faits. Sa nature même — immatérielle, fugace, reproductible à l'infini, modifiable sans trace apparente — la rend suspecte aux yeux d'un juge élevé dans le culte de l'original papier, tandis que son administration réclame des compétences, des institutions et des coopérations qui manquent encore en partie (Chapitre I). Ces difficultés, que les insuffisances du cadre normatif et la retenue de la jurisprudence viennent aggraver, appellent des réponses dont le dessin se précise déjà, entre consolidation prétorienne, modernisation institutionnelle et réforme législative (Chapitre II).

Chapitre I : Les difficultés d'administration de la preuve électronique

Une première série de difficultés tient à la nature même de la preuve numérique. Un document papier falsifié laisse presque toujours des stigmates — grattage, surcharge, différence d'encre — que l'expertise graphologique sait débusquer. Un fichier numérique, lui, peut être retouché sans autre trace que des métadonnées, elles-mêmes altérables. La capture d'écran, pièce vedette des dossiers d'aujourd'hui, résume le paradoxe : rien n'est plus simple à produire, rien n'est plus simple à fabriquer. Quelques minutes suffisent, avec des outils grand public, pour composer une fausse conversation WhatsApp ou un faux courriel d'une vraisemblance parfaite. Le juge est ainsi placé devant une alternative inconfortable : accueillir avec crédulité des pièces éminemment falsifiables, ou les écarter avec une rigueur qui priverait de preuve des plaideurs de bonne foi. Les juridictions marocaines oscillent entre ces deux pôles : certaines décisions reçoivent les captures d'écran comme éléments de preuve ou indices, surtout lorsqu'elles sont corroborées, quand d'autres les rejettent, dès qu'elles sont contestées, comme dénuées de toute garantie d'authenticité.

⁵⁰⁷⁴ Constitution du Royaume du Maroc (2011), art. 119 et 120, consacrant la présomption d'innocence et le droit à un procès équitable.

Le courriel, doyen des écrits électroniques, illustre bien la gradation des vérifications possibles. L'impression papier d'un message, telle qu'elle est ordinairement versée aux débats, n'établit par elle-même ni l'envoi, ni la réception, ni l'intégrité du texte : elle se fabrique en quelques instants dans n'importe quel logiciel de messagerie. Un premier degré de contrôle consiste à examiner le message sous sa forme native, avec ses en-têtes complets, qui retracent le cheminement du courriel de serveur en serveur et consignent les résultats des mécanismes d'authentification du courrier électronique — signatures des domaines expéditeurs, contrôles d'origine — dont la vérification permet souvent de confirmer ou d'exclure la provenance alléguée. Un deuxième degré fait intervenir le tiers : l'opérateur de messagerie ou l'hébergeur, requis d'attester l'existence du message dans les boîtes concernées et dans les journaux de transport. Le troisième degré est l'expertise du support lui-même. Rien de tout cela n'excède les moyens d'une justice organisée; mais tout cela suppose que la pièce soit demandée et produite sous forme native, et non en simple copie d'écran — réflexe procédural élémentaire qui, à lui seul, désamorcerait une part notable des contestations, et que les juridictions gagneraient à ériger en exigence de principe.

Une difficulté plus sourde, d'ordre culturel, s'y ajoute : la formation initiale des magistrats, des avocats et des greffiers demeure essentiellement juridique, et la culture technique qu'exige l'appréciation critique d'une preuve numérique — savoir ce qu'est un en-tête de courriel, une valeur de hachage, une métadonnée EXIF, un journal de serveur — reste inégalement partagée. Il en résulte tantôt une défiance excessive, qui stérilise des preuves exploitables, tantôt une confiance excessive, qui accueille sans recul des pièces manipulées. Les efforts de formation continue de l'Institut supérieur de la magistrature et la spécialisation progressive de certains parquets et services d'enquête en matière de cybercriminalité vont dans la bonne direction; mais la montée en compétence de toute la chaîne judiciaire prendra du temps.

Un défi d'une ampleur inédite se profile enfin avec l'intelligence artificielle générative. Des outils à la portée de tous produisent désormais en quelques instants des images photoréalistes, des voix clonées et des vidéos truquées dont la détection dépasse l'œil et, parfois, l'expert. La conséquence probatoire est double : des contenus fabriqués pourront être présentés comme preuves de faits qui n'ont jamais eu lieu, et les auteurs de faits réellement enregistrés invoqueront systématiquement le trucage — ce que la doctrine étrangère appelle déjà le « dividende du menteur ». La riposte passe par l'authentification à la source — signature des contenus, ancrage cryptographique, métadonnées certifiées — et par l'organisation du débat contradictoire sur l'authenticité, volet que le législateur marocain, s'il entend encadrer l'intelligence artificielle, ne pourra laisser de côté.

L'expertise judiciaire forme le premier goulot d'étranglement. Apprécier l'intégrité d'un fichier, analyser un support saisi, restaurer des données effacées ou examiner un système d'information suppose des experts en informatique légale — la « forensique numérique » — dont le vivier reste étroit au regard du contentieux. Les tableaux des experts judiciaires près les cours d'appel comptent peu de spécialistes du numérique, leur répartition sur le territoire est inégale, et la technicité des missions contraste parfois avec les conditions matérielles de leur exercice⁵⁰⁷⁵. Le coût des expertises, avancé par les parties en matière civile, dissuade en outre les plaideurs modestes de provoquer la vérification technique qui emporterait pourtant la décision; la preuve électronique risque ainsi de devenir une preuve de riches. Du côté répressif, les laboratoires spécialisés de la police judiciaire et de la gendarmerie ont indéniablement gagné en capacité, mais l'engorgement des services devant

5075 Royaume du Maroc. (2001). Loi n° 45-00 relative aux experts judiciaires, promulguée par le dahir n° 1-01-126 du 22 juin 2001. *Bulletin officiel*, 4918, 19 juillet 2001.

la massification des supports saisis — chaque affaire livre désormais téléphones, disques et comptes par dizaines — allonge les délais et fragilise les procédures.

La chaîne de conservation illustre, quant à elle, le déficit d'encadrement procédural. De la saisie d'un support à la production de son contenu à l'audience se déroule une chaîne d'opérations — copie, scellés, analyse, extraction, restitution — dont chaque maillon peut altérer la donnée ou en compromettre la traçabilité. Les standards internationaux de la forensique imposent la copie bit à bit, le calcul d'empreintes de hachage, la documentation de chaque accès; or le code de procédure pénale marocain, pensé pour les scellés physiques, n'impose pas expressément ces protocoles, abandonnés aux bonnes pratiques des services. Il en résulte un risque contentieux à double tranchant : pour la défense, l'impossibilité de vérifier que la donnée produite est bien celle qui a été saisie; pour l'accusation, le risque de voir contester des éléments recueillis sans méthodologie certifiée. Consacrer légalement un protocole de préservation de la preuve numérique — copie forensique, empreinte, journal des accès — remédierait à une lacune que la seule jurisprudence peine à combler.

Le facteur temps constitue une difficulté transversale que la procédure civile domestique encore mal. La preuve numérique est périssable : les plateformes purgent leurs journaux à brève échéance, les contenus litigieux s'effacent d'un geste, les comptes se ferment, les téléphones se réinitialisent. Le procès civil, lui, s'étire dans la durée. Entre l'assignation et le jugement ordonnant, le cas échéant, une expertise ou une production de pièces, les données pertinentes ont souvent disparu. La parade existe dans les principes : mesures d'instruction préventives, constats ordonnés sur requête avant tout procès, injonctions de conservation adressées aux détenteurs de données sous astreinte. Mais leur usage en matière numérique demeure timide, faute de réflexes et de références : le plaideur marocain n'a pas encore à sa disposition l'équivalent rodé des procédures d'urgence probatoire que d'autres systèmes ont acclimatées au numérique. Le développement d'un véritable « référé probatoire numérique » — saisine rapide du juge aux fins de constat, de conservation ou de communication de données menacées de disparition — représenterait l'un des progrès procéduraux les plus rentables qui soient, car il intervient au moment où la preuve peut encore être sauvée.

Les obstacles atteignent leur comble lorsque la preuve se trouve à l'étranger — et c'est presque toujours le cas. Les messageries, réseaux sociaux et services d'hébergement utilisés au Maroc sont, pour l'essentiel, exploités par des opérateurs établis hors du territoire, soumis à des droits étrangers et peu empressés de répondre aux réquisitions directes des autorités marocaines. L'obtention des données de contenu passe alors par l'entraide judiciaire internationale, dont la lenteur — plusieurs mois, parfois davantage — s'accorde mal avec la volatilité de données souvent effacées avant l'aboutissement de la demande. L'adhésion à la Convention de Budapest a ouvert des canaux plus rapides — conservation rapide des données, réseau de points de contact permanents — et les mécanismes de coopération directe avec certains fournisseurs se développent pour les données qui ne relèvent pas du contenu; il n'en demeure pas moins que le juge marocain dépend, pour une part croissante de la preuve, du bon vouloir d'acteurs privés étrangers et d'ordres juridiques tiers. Le chiffrement de bout en bout des messageries ajoute une couche d'opacité supplémentaire, qui déplace l'enquête vers l'exploitation des terminaux eux-mêmes.

La preuve électronique nourrit enfin un contentieux propre de licéité. Recueillie au mépris des formes légales — interception non autorisée, accès frauduleux à un compte, enregistrement clandestin —, elle expose son auteur à des poursuites et sa production à la nullité ou au rejet. La ligne de partage n'est pourtant pas toujours nette : que vaut, au pénal, la preuve rapportée par un particulier qui a fouillé le téléphone de son conjoint? La liberté de la preuve couvre-t-elle la

preuve déloyalement obtenue par une partie privée, comme l'admet, dans certaines limites, la jurisprudence française au nom du droit à la preuve⁵⁰⁷⁶? Le droit marocain n'offre pas de réponse d'ensemble, et les solutions varient d'un contentieux à l'autre, entre exigence de loyauté civile, protection pénale de la vie privée renforcée par les articles 447-1 et suivants du code pénal⁵⁰⁷⁷ et régime des nullités de procédure. Cette incertitude entretient une insécurité juridique que seule une doctrine jurisprudentielle ferme, ou une intervention du législateur, pourrait dissiper.

L'ensemble de ces obstacles dessine, en filigrane, un risque d'inégalité devant la preuve. La partie institutionnelle ou fortunée — banque, opérateur, grande entreprise, ministère public appuyé sur des services spécialisés — dispose des systèmes d'information, des journaux, des certificats et des experts qui fabriquent les preuves solides; le particulier, lui, n'a le plus souvent que son téléphone, ses captures d'écran et sa bonne foi. Le déséquilibre n'est pas propre au numérique, mais le numérique l'accentue, car la qualité de la preuve y dépend directement de l'équipement technique de celui qui la constitue. Y remédier suppose des instruments de rééquilibrage : accès facilité aux constats et aux expertises, obligations de production de données à la charge des détenteurs professionnels sous astreinte du juge, présomptions protectrices dans les rapports asymétriques — sur le modèle de celles que connaît déjà le droit de la consommation — et, en amont, diffusion d'outils de préconstitution simples et peu coûteux à destination du grand public.

Chapitre II : Les limites du cadre normatif et les perspectives d'amélioration

Le premier grief que l'on peut adresser au dispositif marocain est son éparpillement. Le régime de la preuve électronique se reconstitue aujourd'hui par la juxtaposition de textes d'époques et d'inspirations diverses : le D.O.C. pour la force probante, la loi n° 53-05 résiduelle pour le domaine de l'écrit électronique et ses exclusions, la loi n° 43-20 pour les services de confiance, le code de commerce pour la liberté commerciale, le code de procédure pénale pour l'enquête, les lois n° 07-03, 09-08, 05-20 et 103-13 pour leurs objets respectifs. Cette sédimentation nuit à la lisibilité : le praticien doit se frayer un chemin entre des définitions qui ne coïncident pas toujours, des renvois implicites et des abrogations partielles dont le périmètre exact prête à débat. La coexistence de la loi n° 53-05, partiellement abrogée, et de la loi n° 43-20 en est le symbole : réunir le droit de la preuve électronique dans un corpus cohérent — au sein d'un D.O.C. rénové ou d'un texte consolidé — servirait la sécurité juridique.

La deuxième insuffisance tient au mutisme des textes sur la preuve numérique en procédure pénale. On l'a dit : ni la copie forensique, ni l'empreinte numérique, ni la conservation des données saisies, ni l'accès aux données chiffrées, ni la captation de données à distance ne font l'objet d'un régime légal d'ensemble, alors même que la matière touche au cœur des libertés. Le contraste avec les droits voisins est frappant : le code de procédure pénale français consacre des dispositions détaillées aux perquisitions informatiques, aux réquisitions numériques, à la mise au clair des données chiffrées et aux techniques spéciales d'enquête⁵⁰⁷⁸. Le chantier, ouvert de longue date, de la réforme du code de procédure pénale marocain offre l'occasion d'y introduire un titre dédié à la preuve numérique, qui codifierait les garanties — autorisation, proportionnalité, contrôle du juge, droits de la défense sur la donnée — en même temps que les pouvoirs.

5076 Cour de cassation, Assemblée plénière. (2023, 22 décembre). *Arrêt n° 20-20.648*. Cet arrêt admet, sous conditions, la recevabilité d'une preuve obtenue de manière déloyale lorsqu'elle est indispensable et proportionnée.
5077 Royaume du Maroc. (2018). Loi n° 103-13 relative à la lutte contre les violences faites aux femmes, promulguée par le dahir n° 1-18-19 du 22 février 2018. *Bulletin officiel*, 6655, 12 mars 2018 (art. 447-1 à 447-3 du code pénal, réprimant notamment la diffusion d'enregistrements et d'images sans consentement).
5078 République française. Code de procédure pénale, art. 57-1, 60-1 et s., 230-1 et s., 706-102-1 et s.

La troisième zone d'ombre est jurisprudentielle. Faute d'un contentieux massif porté jusqu'à la Cour de cassation, la matière manque de ces arrêts de principe qui fixent le droit : quelle valeur exacte pour un courriel simple contesté? Une capture d'écran non corroborée peut-elle fonder une condamnation? Le refus de communiquer un code de déverrouillage peut-il être sanctionné, et la donnée tirée d'un téléphone consulté sans base légale doit-elle être écartée? À ces questions, les juridictions du fond apportent des réponses dispersées, rarement publiées, parfois contradictoires; l'unification prétorienne demeure embryonnaire. Cette discrétion jurisprudentielle a un coût systémique : elle prive les plaideurs de prévisibilité et les juges du fond de repères, et elle entretient chez les justiciables le sentiment que la valeur d'une preuve numérique tient moins à sa qualité qu'au tribunal devant lequel elle échoit. La publication systématique des décisions — que la numérisation de la justice rend techniquement possible — et une politique de pourvois dans l'intérêt de la loi contribueraient à l'édification d'une doctrine cohérente.

La doctrine du juge face à la pièce numérique contestée reste elle aussi à écrire. Trois offices sont concevables, que la pratique mélange sans les distinguer : un office passif, où le juge retient ou écarte la pièce sur une impression d'ensemble; un office arbitral, où il répartit les charges entre celui qui produit et celui qui conteste, puis tire les conséquences des carences — ce qui suppose des règles claires de charge de la preuve de la fiabilité, aujourd'hui incertaines pour les procédés non qualifiés; un office actif, enfin, où il ordonne d'office les vérifications qu'appelle la pièce douteuse, au besoin par expertise. Le choix ne devrait pas dépendre du tempérament de chaque magistrat : la Cour de cassation ou le législateur gagnerait à poser que la contestation sérieuse d'une pièce numérique déterminante ne peut être tranchée sans vérification technique.

Reste la tension, encore mal arbitrée, entre l'efficacité probatoire et la protection des données personnelles. Toute preuve électronique est, peu ou prou, un traitement de données à caractère personnel; sa collecte, sa conservation et sa production en justice croisent donc la loi n° 09-08 et les principes de finalité, de proportionnalité et de licéité qu'elle édicte sous le contrôle de la Commission nationale de contrôle de la protection des données à caractère personnel. Le justiciable qui produit les messages de son adversaire, l'employeur qui exploite les journaux de connexion de ses salariés, l'enquêteur qui aspire le contenu d'un téléphone manipulent des données protégées. Droit à la preuve et droit à la protection des données doivent être conciliés, non hiérarchisés dans l'abstrait; la réforme annoncée du cadre marocain de protection des données, appelée à le rapprocher des standards du RGPD européen, devra impérativement traiter cette interface probatoire, aujourd'hui abandonnée à l'intuition des juges⁵⁰⁷⁹.

Les voies d'amélioration se laissent ordonner en trois cercles. Le premier est institutionnel et ne réclame aucune loi nouvelle : étoffer le corps des experts judiciaires en informatique légale, en révisant les conditions d'inscription, la rémunération et la formation continue; doter les juridictions de référents numériques; généraliser, dans les services d'enquête, des protocoles certifiés de copie et de scellement numériques; intégrer, enfin, la preuve électronique dans la formation initiale et continue des magistrats et des avocats. L'expérience comparée le montre : la qualité de la justice numérique tient moins aux textes qu'aux hommes et aux procédures internes — un protocole de chaîne de conservation rigoureusement appliqué vaut mieux qu'un article de loi ignoré.

5079 Parlement européen et Conseil de l'Union européenne. (2016). Règlement (UE) 2016/679 du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel (RGPD). *Journal officiel de l'Union européenne*, L 119, 4 mai 2016. Voir aussi la jurisprudence de la Cour de justice de l'Union européenne sur la conciliation entre protection des données et administration de la preuve en justice.

Le deuxième cercle est technologique. L'État peut jouer un rôle d'entraînement en généralisant la signature qualifiée et l'horodatage dans ses propres relations avec les usagers — marchés publics, téléservices, actes de l'administration — et créer ainsi l'écosystème de confiance dont le secteur privé a besoin pour basculer. L'identité numérique nationale, adossée à la carte nationale d'identité électronique, offre un socle prometteur pour une authentification forte accessible à tous, qui réglerait en amont une large part des litiges d'imputabilité. Les technologies d'ancrage cryptographique — empreintes de hachage, registres distribués — méritent par ailleurs l'attention du législateur probatoire : plusieurs droits étrangers attachent déjà des effets juridiques à l'enregistrement d'une empreinte sur une chaîne de blocs, qui procure une datation et une garantie d'intégrité pratiquement inviolables. Sans sacrifier à la mode, le droit marocain gagnerait à ménager, par une disposition technologiquement neutre, la recevabilité de ces procédés d'ancrage comme mode de préconstitution de la preuve.

Le troisième cercle est législatif et jurisprudentiel. Législatif : unifier le corpus de la preuve électronique, réviser les exclusions héritées de 2007, introduire dans le code de procédure pénale un régime complet de la preuve numérique, encadrer la production en justice des données personnelles et clarifier le sort de la preuve illicite ou déloyale selon une grille de proportionnalité. Jurisprudentiel : il revient à la Cour de cassation, au fil des pourvois, de fixer une doctrine de la preuve numérique — degrés de force probante, conditions de corroboration, sanctions des irrégularités — qui donne aux juges du fond la grammaire commune qui leur fait défaut. La dynamique est lancée : la dématérialisation des procédures elles-mêmes, portée par les juridictions numériques et consacrée par la réforme de la procédure civile, familiarise chaque jour davantage l'institution judiciaire avec l'écrit électronique — et il serait paradoxal qu'une justice qui se numérise continue de se méfier de la preuve numérique.

La consolidation du régime probatoire numérique est aussi l'affaire de la communauté juridique tout entière. La doctrine marocaine, dont les travaux sur la preuve électronique se multiplient dans les revues spécialisées et les universités, a un rôle décisif à tenir : recenser et commenter les décisions éparses des juridictions du fond, construire les typologies et les grilles d'analyse dont les praticiens ont besoin, dialoguer avec les ingénieurs pour traduire en catégories juridiques les réalités techniques. Les barreaux et les instances professionnelles peuvent, de leur côté, diffuser les bonnes pratiques de constitution et de production de la preuve numérique — bien des preuves se perdent moins devant le juge que dans la manière dont elles ont été recueillies. Un droit vivant de la preuve électronique ne naîtra pas du seul législateur : il se construira, comme tous les grands corps de règles probatoires, par l'échange continu entre le texte, le prétoire et l'école.

Le droit comparé, enfin, fournit des repères sans imposer de modèle. Le règlement eIDAS, révisé en 2024 pour instituer le portefeuille européen d'identité numérique⁵⁰⁸⁰, montre la voie d'une identité et d'une signature électroniques de masse; la jurisprudence française sur le droit à la preuve enseigne l'art de la proportionnalité entre vérité et vie privée; les standards de la Convention de Budapest et de son deuxième protocole additionnel dessinent l'avenir de la coopération probatoire transfrontière. Le Maroc, qui a toujours su emprunter sans se renier, dispose là d'un matériau abondant pour écrire la prochaine étape de son droit de la preuve.

5080 Parlement européen et Conseil de l'Union européenne. (2024). Règlement (UE) 2024/1183 du 11 avril 2024 modifiant le règlement (UE) n° 910/2014 en ce qui concerne l'établissement du cadre européen relatif à une identité numérique. *Journal officiel de l'Union européenne*, L, 30 avril 2024.

Resterait à évoquer, dans une perspective plus lointaine, l'irruption de l'intelligence artificielle dans l'appréciation même de la preuve : outils d'analyse massive des données saisies, détection automatisée des contenus falsifiés, aide à la cotation de la fiabilité des pièces. Ces instruments promettent d'assister un juge submergé par le volume numérique; ils portent aussi le risque d'une délégation insidieuse de l'intime conviction à des systèmes opaques. Le principe doit être posé dès maintenant : l'outil éclaire, le juge apprécie. La conviction judiciaire, garantie par la motivation et le contradictoire, ne se sous-traite pas — et c'est précisément parce que la preuve électronique est technique que son appréciation doit demeurer profondément humaine.

Conclusion

Au terme de cette étude, le diagnostic tient en une formule : le droit marocain de la preuve électronique souffre moins d'un déficit de reconnaissance que d'un déficit d'effectivité. La reconnaissance est acquise, et elle est solide : l'équivalence fonctionnelle de l'écrit électronique, la gradation des signatures issue de la loi n° 43-20, la liberté de la preuve pénale et l'arsenal des législations spéciales composent un cadre que bien des systèmes juridiques comparables pourraient envier. Mais entre ce cadre et la salle d'audience, la preuve numérique s'égare trop souvent en chemin : contestée sans pouvoir être vérifiée, produite sans pouvoir être imputée, demandée sans pouvoir être obtenue, elle déçoit les attentes que les textes avaient fait naître. Ce décalage n'a rien d'une fatalité; il est le lot des droits en transition, et l'expérience des systèmes voisins montre qu'il se résorbe par la conjonction d'une jurisprudence directrice, d'institutions outillées et de retouches législatives ciblées.

Encore faut-il ne pas se tromper de méthode. La tentation existe, devant la falsifiabilité du numérique, de durcir les conditions d'admissibilité et de réserver la force probante aux seuls procédés qualifiés; ce serait ignorer une réalité sociale qui contracte et communique massivement hors des circuits sécurisés, et transformer le droit de la preuve en privilège des acteurs équipés. La voie inverse — l'accueil indiscriminé de toute pièce numérique — sacrifierait la fiabilité à la facilité. La ligne juste est celle d'une admissibilité largement ouverte, assortie d'une appréciation exigeante et outillée de la fiabilité : que toute preuve électronique puisse franchir la porte du prétoire, mais qu'aucune n'y pèse au-delà de ce que sa qualité technique autorise, dûment vérifiée lorsqu'elle est contestée. C'est à cette pesée que juges, experts et législateur doivent, ensemble, donner les moyens d'être rendue.

Le regard comparatif conforte ce diagnostic autant qu'il rassure. Les difficultés décrites — falsifiabilité des pièces, imputabilité incertaine, expertise rare, données extraterritoriales — n'ont rien de singulièrement marocain : les juridictions françaises, européennes ou nord-américaines les affrontent chaque jour, et aucun système n'a trouvé de solution miracle. Ce que les expériences les plus abouties enseignent, c'est une méthode : traiter la preuve numérique comme une politique publique de bout en bout, qui commence par l'équipement technique de la société — identité numérique, services de confiance accessibles —, se poursuit par l'organisation de la collecte — protocoles, urgence probatoire, coopération avec les détenteurs de données — et s'achève par l'outillage du jugement — expertise, formation, doctrine jurisprudentielle. Le Maroc a déjà posé, souvent avec pertinence, les fondations normatives de chacun de ces étages; c'est leur mise en cohérence et leur mise en œuvre effective qui feront la différence dans la décennie qui s'ouvre.

La preuve, disait-on, est la rançon des droits. À l'ère numérique, elle en est devenue la condition d'existence : un droit que l'on ne peut prouver dans le monde où il est né — celui des réseaux — est un droit mort-né. En donnant à sa justice les moyens de lire, de vérifier et de peser la trace numérique, le Maroc ne fera pas seulement œuvre de modernisation

technique; il honorera la promesse constitutionnelle d'un procès équitable et d'une sécurité juridique à la hauteur de son ambition numérique.

Bibliographie

I. Textes juridiques

Code civil français, art. 1366 et s., dans leur rédaction issue de l'ordonnance n° 2016-131 du 10 février 2016; loi française n° 2000-230 du 13 mars 2000.

Constitution du Royaume du Maroc, promulguée par le dahir n° 1-11-91 du 29 juillet 2011, B.O. n° 5964 bis du 30 juillet 2011.

Convention du Conseil de l'Europe sur la cybercriminalité, Budapest, 23 novembre 2001, et son deuxième protocole additionnel relatif au renforcement de la coopération et de la divulgation des preuves électroniques (2022).

Dahir du 9 ramadan 1331 (12 août 1913) formant code des obligations et des contrats, tel que modifié et complété, notamment par la loi n° 53-05.

Loi n° 53-05 relative à l'échange électronique de données juridiques, dahir n° 1-07-129 du 30 novembre 2007, B.O. n° 5584 du 6 décembre 2007.

Loi n° 43-20 relative aux services de confiance pour les transactions électroniques, dahir n° 1-20-100 du 31 décembre 2020, B.O. n° 6951 du 14 janvier 2021.

Loi n° 22-01 relative à la procédure pénale, dahir n° 1-02-255 du 3 octobre 2002, telle que modifiée et complétée.

Loi n° 07-03 complétant le code pénal en ce qui concerne les infractions relatives aux systèmes de traitement automatisé des données, dahir n° 1-03-197 du 11 novembre 2003, B.O. n° 5171 du 22 décembre 2003.

Loi n° 03-03 relative à la lutte contre le terrorisme, dahir n° 1-03-140 du 28 mai 2003, B.O. n° 5112 du 29 mai 2003.

Loi n° 09-08 relative à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel, dahir n° 1-09-15 du 18 février 2009, B.O. n° 5714 du 5 mars 2009.

Loi n° 05-20 relative à la cybersécurité, dahir n° 1-20-69 du 25 juillet 2020, B.O. n° 6898 du 30 juillet 2020.

Loi n° 31-08 édictant des mesures de protection du consommateur, dahir n° 1-11-03 du 18 février 2011, B.O. n° 5932 du 7 avril 2011.

Loi n° 15-95 formant code de commerce, dahir n° 1-96-83 du 1er août 1996, B.O. n° 4418 du 3 octobre 1996.

Loi n° 103-12 relative aux établissements de crédit et organismes assimilés, dahir n° 1-14-193 du 24 décembre 2014, B.O. n° 6328 du 22 janvier 2015.

Loi n° 55-19 relative à la simplification des mesures et des procédures administratives, dahir n° 1-20-06 du 6 mars 2020, B.O. n° 6866 du 19 mars 2020.

Loi type de la CNUDCI sur le commerce électronique (1996) et loi type de la CNUDCI sur les signatures électroniques (2001).

Règlement (UE) n° 910/2014 du 23 juillet 2014 sur l'identification électronique et les services de confiance (« eIDAS »), modifié par le règlement (UE) 2024/1183 du 11 avril 2024.

Règlement (UE) 2016/679 du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel (RGPD).

II. Ouvrages

CAPRIOLI (É. A.), Signature électronique et dématérialisation, LexisNexis, Paris, 2014.

FÉRAL-SCHUHL (C.), Cyberdroit. Le droit à l'épreuve de l'internet, Dalloz, Paris, éd. la plus récente.

TERRÉ (F.), Introduction générale au droit, Dalloz, coll. « Précis », Paris, éd. la plus récente.

Travaux et publications de la Revue marocaine d'administration locale et de développement (REMALD), séries « Textes et documents » et « Thèmes actuels », relatifs au commerce électronique et à la modernisation du droit de la preuve.

III. Ressources institutionnelles et électroniques

Commission nationale de contrôle de la protection des données à caractère personnel (CNDP), délibérations et guides, www.cndp.ma.

Conseil de l'Europe, Comité de la Convention sur la cybercriminalité (T-CY), rapports et lignes directrices sur la preuve électronique, www.coe.int.

Direction générale de la sécurité des systèmes d'information (DGSSI), publications relatives aux services de confiance et à la cybersécurité, www.dgssi.gov.ma.

Portail juridique et judiciaire du ministère de la Justice du Royaume du Maroc, www.mahakim.ma.

Secrétariat général du gouvernement du Royaume du Maroc, Bulletin officiel, www.sgg.gov.ma.

مجلة القانون والأعمال الدولية

International Journal of Law and Business



جامعة الحسن الأول سطات

UNIVERSITÉ HASSAN 1^{er} - SETTAT

www.Droitentreprise.com



مجلة القانون والأعمال الدولية مجلة علمية محكمة حكومية تصدر عن
جامعة الحسن الأول المغرب - مختبر البحث قانون الأعمال -
كلية العلوم القانونية والسياسية - سطات

ISSN:2509-0291 / impact factor 2.998



نشر أكاديمي محكم



معايير دولية



رؤية عالمية



<https://doi.org/10.63585/VLQV1532>

مجلة القانون والأعمال الدولية

VOLUME 11 | ISSUE 05 | NUMBER 66

الإصدار رقم 66 أكتوبر 2026

بمشاركة باحثين وأساتذة من 16 جنسية



محاور الإصدار رقم 66

القانون الجنائي	قانون الأسرة وعلوم الفقه	قانون المال والأعمال	الرقمنة والذكاء الاصطناعي
القانون الرياضي	الشغل والحماية الاجتماعية	العقار والتعمير	المساطر الإجرائية
القانون الدستوري	القانون الإداري	القانون الدولي	القانون البيئي
الدراسات بالفرنسية	الإدارة الصحية بالإنجليزية	الدراسات بالإنجليزية	العلوم السياسية

الإدارة الأكاديمية و النشر :

الاستاذ محمد افقيير

المدير المسؤول :

الدكتور مصطفى الفوري

إدارة التحرير :

الدكتور رياض فخري



ISSN: 2509-0291

impact factor 2.998



www.droitentreprise.com



mforki22@gmail.com



00212687407665



بِسْمِ اللَّهِ الرَّحْمَنِ الرَّحِيمِ

مجلة القانون والأعمال الدولية

Revue internationale du droit des affaires



جامعة الحسن الأول
UNIVERSITÉ HASSAN 1ER



تصدر عن
جامعة الحسن الأول بسطات

مجلة حكومية تابعة لجامعة الحسن الأول بسطات



Mforki22@gmail.com



www.droitentreprise.com



00212687407665

الاعتمادات الدولية والفهرسة



للأرشفة الدولية
وجمالية حقوق المؤلف



مؤسسة
أكبر قاعدة بيانات للمجلات
الدولية المحكمة



EuroPub
Directory of Academic
and Scientific Journals

دليل دولي للمجلات الأكاديمية
بوفر معلومات موثوقة عن
المجلات والناشرين في
مختلف المجالات



تغطي هذه القاعدة من أكبر
وأوسع قواعد المعلومات
الإلكترونية في المكتبات الأكاديمية



معامل التأثير والاستشهادات
المرجعي العربي
Arab Citation &
Impact Factor



Scilit
Structuring
information
for literature

منصة أكاديمية متخصصة في تجميع
وفهرسة المعلومات البحثية
المحتوى العلمي لزيادة اكتشاف
الأبحاث وربطها



معرف رقمي دائم (DOI)
يستخدم لمحاكاة المحتوى
الأكاديمي وتسهيل الوصول إليه



منظمة عامة لتوثيق
الأنشطة البحثية والعلمية
للأفراد على مستوى عالمي



بعمل على تسجيل العقود علي
كيانات البحث وربطها بمعرفها، بما
وبقضا ونقشها واناحة
لستخدامها



معتمدة من طرف
HAL SCIENCE
الخزينة البيفية الفرنسية
للأبحاث العلمي العالمج



Dimensions
A Digital Science Solution

قاعدة بيانات بحثية عالمية
اكتشاف الإنتاج العلمي وتتبع
الاستشهادات والروابط البحثية



Eurasian
Scientific
Journal
Index
www.ESJIndex.org

قاعدة بيانات دولية للفهرسة
وتقييم المجلات العلمية وفق
معايير الجودة الأكاديمية



مكتبة رقمية عالمية تتيح الوصول
إلى الكتب والأبحاث والوثائق
بصيغة إلكترونية



ReadCube
Research discovery
and reference
management platform

منصة لاكتشاف وإدارة
المصادر والمراجع
العلمية



INTERNATIONAL
STANDARD
SERIAL
NUMBER

منظمة ISSN لترقيم
المجلات الدولية المحكمة



قاعدة بيانات فهرسة المجلات
العلمية تشمل: الأبحاث والنشر
(ISSN) وتصنيف ذي المجلات
الفهرسية والمقالات



Semantic Scholar
AI-Powered
Research Discovery

منصة عالمية تعتمد علي الذكاء
الاصطناعي لاكتشاف الأبحاث
وتحليلها وتوفرها الباحثين
حول العالم



منصة تساعد الأبحاث واعتماد مية
التدريس في اكتناش المجلات
المختلفة بمجلات المعاصم



قاعدة بيانات العربية لتتبع
الوصول إلى المجلات المجلات
والبحوث الأكاديمية



BASE
Bielefeld Academic Search Engine

محرك بحث أكاديمي عالمي
يُدار من جامعة بيلفيلد الألمانية
يعمل على فهرسة الأبحاث العلمية
عالية الجودة من مختلف التخصصات



Scientific Research
An Academic Publisher



قاعدة بيانات فهرسة
المجلات الأكاديمية والبحثية
من مختلف التخصصات



ZDB
Zeitschriftendatenbank

محرر بحث أكاديمي عالمي
يُدار من جامعة بيلفيلد الألمانية
يعمل على فهرسة الأبحاث العلمية
عالية الجودة من مختلف التخصصات



من أهم الأنظمة الحديثة للتعريف
بالمواقع العلمية الإلكترونية عبر
منح كل رابط رقماً تعريفياً فريداً



بوابة بحث من الوصول إلى
الأبحاث والبيانات المفتوحة
المتوفرة من مصادر متعددة



ZDB
Zeitschriftendatenbank

ZDB - قاعدة بيانات الدوريات الألمانية
تعد ZDB أكبر قاعدة بيانات للدوريات في ألمانيا،
وتوفر معلومات بيبليوغرافية دقيقة حول المجلات
والناشرين، بما في ذلك رقم التعريف (ZDB-ID)،
الISSN، اللغات، والنهات والمفتوح.



المعهد المغربي للإعلام
العلمي والتقني



مؤسسة
قاعدة بيانات المجلات الدولية



ZDB
Zeitschriftendatenbank

ZDB-ID: 3252561-8 | ISSN: 2509-0291 | CC BY 4.0

Online - Open Access | اللغات: العربية، والإنجليزية



مجلة علمية محكمة
تسهم في نشر الثقافة القانونية والاقتصادية
على المستويين الدولي والوطني

ISSN : 2509-0291
ملف الصحافة : 2017-05



مجلة حكومية
تصدر عن جامعة
الحسن الأول
سطات



تم نشر هذا المؤلف بدعم من جامعة الحسن الأول بسطات لأجل دعم البحث العلمي

مجلة القانون والأعمال الدولية

الإيداع القانوني	: ISSN: 2509-0291- 2019 PE0018
ملف الصحافة	: 05 / 2017 ص
الطبع	: دار السلام للطباعة والنشر والتوزيع – الرباط شارع الحسن الثاني زنقة طونكان عمارة 23، رقم 2، ديور الجامع الرباط المغرب
المدير المسؤول	: الدكتور مصطفى الفوري
الهاتف	: 00212-6-87-40-65
البريد الإلكتروني	: Mforki22@gmail.com
الموقع الرسمي للمجلة	: www.droitentreprise.com http://doi.org/10.63585/VLQV1532
رابط DOI لهذا الاصدار	

تخلي أسرة تحرير المجلة مسؤوليتها عن أي انتهاك لحقوق الملكية الفكرية
جميع الحقوق محفوظة لمجلة القانون والأعمال الدولية © 2026

مجلة القانون والأعمال الدولية

منصة علمية دولية محكمة في القانون والأعمال



إدارة هيئة التحرير



أ.د. رياض فخري : مدير مخبر البحث قانون الأعمال جامعة الحسن الأول بسطات
أ.د. طارق مصدق : أستاذ التعليم العالي بجامعة الحسن الأول بسطات

المدير المسؤول



أ.م. مصطفى الفوركي : مخبر البحث قانون الأعمال جامعة الحسن الأول بسطات

نائبة المدير المسؤول



أ.د. منى كامل تربيكي : أستاذة القانون الدولي بكليات الإمارات - محكم دولي

الإدارة الأكاديمية والنشر



أ.د. محمد أفقيير : متخصص في القانون المالي و الضريبي جامعة الحسن الأول بسطات

الإدارة التقنية



أ. محمد أمين اسماعيلي : باحث في العلوم القانونية - الإدارة التقنية

روابط مهمة



الموقع الإلكتروني : www.droitentreprise.com



صفحة المجلة : www.facebook.com/droitentreprise



البريد الإلكتروني : MFORKI22@GMAIL.COM



— جودة علمية .. رؤية دولية .. تأثير مستدام —



جامعة الحسن الأول
UNIVERSITÉ HASSAN 1^{ER}

هيئة تحرير المجلة

قانون الأعمال



- أ.د : رياض فخري : مدير مختبر البحث قانون الأعمال جامعة الحسن الأول بسطات - المغرب
- أ.د : طارق مصدق : أستاذ التعليم العالي بكلية العلوم القانونية و الاقتصادية والاجتماعية بسطات - المغرب
- أ.د : رشيد الطاهر : أستاذ التعليم العالي بكلية العلوم القانونية و الاقتصادية والاجتماعية بسطات - المغرب
- أ.د : عبد الكريم عباد : أستاذ التعليم العالي بكلية العلوم القانونية و الاقتصادية والاجتماعية بسطات - المغرب
- أ.د : منى مسلومي : أستاذة التعليم العالي بكلية العلوم القانونية و الاقتصادية والاجتماعية بسطات - المغرب
- أ.د : عائشة فضيل : أستاذة التعليم العالي بكلية العلوم القانونية و الاقتصادية والاجتماعية بسطات - المغرب
- أ.د : عز الدين بنستي : أستاذ التعليم العالي بكلية العلوم القانونية و الاقتصادية والاجتماعية بالدار البيضاء - المغرب
- أ.د : عبد الرحيم شميعة : أستاذ التعليم العالي بكلية العلوم القانونية و الاقتصادية والاجتماعية بمكناس - المغرب
- أ.د : نادية قايدي : أستاذة التعليم العالي بكلية العلوم القانونية و الاقتصادية والاجتماعية بوجدة - المغرب
- أ.د : نادية النحلي : أستاذة التعليم العالي بكلية الشريعة بفاس - المغرب
- أ.د : زينب الفاسي الفهري : أستاذة التعليم العالي بكلية العلوم القانونية و الاقتصادية والاجتماعية بفاس - المغرب
- أ.د : المصطفى بوزمان : أستاذ التعليم العالي بكلية العلوم القانونية و الاقتصادية والاجتماعية السويسي الرباط - المغرب
- أ.د : كريم أعراب : أستاذ التعليم العالي بمجموعة المعهد العالي للتجارة و ادارة المقاولات الرباط - المغرب
- د : ثاني بن علي ال ثاني : عضو محكمة التحكيم التابعة لغرفة التجارة الدولية بباريس ممثلاً دولة قطر - قطر
- د : عالي طوير : أستاذ التعليم العالي مؤهل بكلية العلوم القانونية و الاقتصادية والاجتماعية السويسي - المغرب
- د : سعد بهتي : أستاذ التعليم العالي مؤهل بجامعة ابن زهر اكادير - المغرب
- د : يونس الأزرق الحسوني : أستاذ التعليم العالي مؤهل بجامعة الحسن الأول بسطات - المغرب
- د : فاطمة برتاوش : أستاذة التعليم العالي مؤهلة بجامعة القاضي عياض مراكش - المغرب
- د : دينا إسماعيل أبو زيد : أستاذ مشارك في القانون المدني، قسم القانون الخاص بكلية الحقوق، جامعة الملك عبد العزيز - السعودية
- دة : أمال ناجي : أستاذة التعليم العالي مؤهلة بجامعة محمد الأول بوجدة - المغرب
- دة : ناهض حنان أستاذة باحثة في قانون الأعمال جامعة الحسن الثاني الدار البيضاء - المغرب

القانون المدني



- أ.د : محمد بخنيف : أستاذ التعليم العالي بكلية العلوم القانونية و الاقتصادية والاجتماعية بفاس - المغرب
- أ.د : منير مهدي : أستاذة التعليم العالي بكلية العلوم القانونية و الاقتصادية والاجتماعية بالرباط - المغرب
- أ.د : زينب تاغيا : أستاذة التعليم العالي بكلية العلوم القانونية و الاقتصادية والاجتماعية بوجدة - المغرب
- أ.د : أمينة أيت حسين : أستاذة التعليم العالي بكلية العلوم القانونية و الاقتصادية والاجتماعية بمراكش - المغرب
- أ.د : سعاد الزروالي : أستاذة القانون المدني بكلية الحقوق جامعة ظفار سلطنة عمان
- أ.د : ياسين المفقود : أستاذ التعليم العالي بكلية العلوم القانونية و السياسية سطات - المغرب
- أ.د : نادية أيوب : أستاذة التعليم العالي بكلية العلوم القانونية و الاقتصادية والاجتماعية بمراكش - المغرب
- د : محمد الحبيب بداع : أستاذ التعليم العالي مؤهل بجامعة القاضي عياض - المغرب
- د : مريم خراج : أستاذة التعليم العالي مؤهلة بجامعة محمد بن عبد الله - المغرب
- د : نهله أحمد فوزي : أستاذ القانون المدني المساعد بكلية إدارة الأعمال قسم القانون جامعة الحدود الشمالية - المملكة العربية السعودية
- د : سيف هادي عبدالله الزويني : أستاذ القانون المدني بكلية الحقوق - جامعة النهرين - العراق
- د : أسماء مصطفى عبد القادر غنيمات : أستاذة بكلية الحقوق جامعة البلقاء التطبيقية - المملكة الاردنية الهاشمية
- د : أحمد سمير الصوفي : أستاذ القانون المدني بكلية العلوم السياسية /جامعة كركوك - العراق
- د : عبدالرازق وهبه سيداحمد : أستاذ القانون المدني المساعد كلية الدراسات الانسانية و الادارية كليات عنبزة - السعودية
- د : رجائي عبد الرحمن عبد القادر عوض : أستاذ قانون المرافعات المساعد جامعة اوروك بغداد - العراق
- د : عمار شاكر محمود فيصل : أستاذ القانون المدني - جامعة تكريت - كلية القانون - العراق
- د : يوسف كبيطي : أستاذ محاضر بكلية العلوم القانونية و السياسية جامعة شعيب الدكالي الجديدة - المغرب





هيئة تحرير المجلة



القانون العقاري و الأسرة



- أ.د : ادريس الفاخوري: أستاذ التعليم العالي بكلية العلوم القانونية و الاقتصادية والاجتماعية بوجدة- المغرب
- أ.د : ادريس بلحساني : أستاذ التعليم العالي بكلية العلوم القانونية و الاقتصادية والاجتماعية بوجدة- المغرب
- أ.د : محمود ميسين: أستاذ التعليم العالي بجامعة ابن زهر أكادير - المغرب
- د : ياسين الكعيوش: أستاذ التعليم العالي بكلية العلوم القانونية و الاقتصادية والاجتماعية بفاس - المغرب
- د : محمد بومدين: أستاذ التعليم العالي بكلية العلوم القانونية و الاقتصادية والاجتماعية بمكناس - المغرب
- د : محمد خلوقي : أستاذ التعليم العالي بكلية العلوم القانونية و الاقتصادية والاجتماعية بسطات - المغرب
- د : يونس الحكيم : أستاذ التعليم العالي بكلية العلوم القانونية و الاقتصادية والاجتماعية بمكناس - المغرب
- د : حسناء جبران: أستاذة التعليم العالي بجامعة محمد الخامس - الرباط - المغرب

القانون الجنائي



- أ.د : الرشيد سيد حسن محمد: عميد سابق بكلية القانون جامعة الخرطوم , أستاذ مشارك بنفس الجامعة - السودان
- أ.د : علي بن خلفان بن علي الهنائي : أستاذ القانون الجنائي المشارك ورئيس قسم علوم الشرطة بكلية الشرطة بأكاديمية السلطان قابوس - سلطنة عمان
- أ.د : عبد الرحمن أسامة : أستاذ التعليم العالي بكلية العلوم القانونية و الاقتصادية والاجتماعية بوجدة- المغرب
- أ.د : خدوج فلاح : أستاذة التعليم العالي بكلية القانون والعلوم السياسية - بسطات - المغرب
- أ.د : بناصر حاجي: أستاذ التعليم العالي بكلية العلوم القانونية و الاقتصادية والاجتماعية بوجدة- المغرب
- أ.د : أحمد العلالي: أستاذ التعليم العالي بكلية العلوم القانونية و الاقتصادية والاجتماعية بوجدة- المغرب
- أ.د : حسن الحريية : أستاذ التعليم العالي بكلية العلوم القانونية و الاقتصادية والاجتماعية بفاس- المغرب
- أ.د : شعبان محمود محمد الهواري : أستاذ القانون الجنائي المشارك كلية القانون - جامعة خليج السدرة - ليبيا
- أ.د : نعمان عطا الله الهيّتي : أستاذ القانون بكلية القانون جامعة الشارقة - الامارات العربية المتحدة
- د : ابراهيم الغندور: أستاذ التعليم العالي بكلية العلوم القانونية و الاقتصادية والاجتماعية بفاس - المغرب
- د : ابراهيم أشويعر: أستاذ التعليم العالي بكلية العلوم القانونية و الاقتصادية والاجتماعية مراكش - المغرب
- د : فيصل كرمات : أستاذ التعليم العالي بجامعة المولى اسماعيل - مكناس - المغرب
- د : عبد الواحد الدافي : أستاذ التعليم العالي بجامعة شعيب الدكالي - المغرب
- د : عبير حمدي محمد حسن : أستاذة القانون الجنائي مساعد - جامعة الملك عبد العزيز - المملكة العربية السعودية
- د : عبداتي الزيوكاي : أستاذ التعليم العالي بجامعة المولى اسماعيل - مكناس - المغرب
- د : أحمد اسامل كامل حسنية : أستاذ قانون الاجراءات الجزائية المساعد بكلية الحقوق جامعة ظفار - سلطنة عمان

قانون الشغل



- أ.د : عبد اللطيف الخالفي : أستاذ التعليم العالي بكلية العلوم القانونية و الاقتصادية والاجتماعية بمراكش - المغرب
- أ.د : فاطمة حداد : أستاذة التعليم العالي بكلية العلوم القانونية و الاقتصادية والاجتماعية بسلا - المغرب
- د : أمينة رضوان : رئيسة مجلة الرائدة في العلوم القانوني - المغرب
- د : لطيفة جبران: أستاذة التعليم العالي مؤهلة بكلية العلوم القانونية و الاقتصادية والاجتماعية بمراكش - المغرب



هيئة تحرير المجلة



قانون المعاملات الالكترونية



- أ.د : بشرى النبية : أستاذ التعليم العالي بكلية العلوم القانونية والاقتصادية والاجتماعية بفاس - المغرب
- أ.د : هشام البخفاوي: أستاذ التعليم العالي بكلية العلوم القانونية والاقتصادية والاجتماعية جامعة ابن زهر اكادير- المغرب
- أ.د : عبد الوهاب المعمري: أستاذ القانون / مساعد العميد لشؤون الجودة جامعة الاسراء - الاردن
- د : ضياء علي احمد نعمان : أستاذ زائر بكليات الحقوق بالمغرب
- د : محمد بومديان : أستاذ محاضر بجامعة المولى اسماعيل بمكناس - المغرب

القانون الضريبي



- أ.د : عبد القادر تيعلاتي: عميد سابق بكلية العلوم القانونية والاقتصادية والاجتماعية بسطات-المغرب
- أ.د : أحمد العلالي : عميد كلية العلوم القانونية والاقتصادية والاجتماعية بطنجة - المغرب
- أ.د : محمد السيد عطية ببيرس : أستاذ القانون بكلية العلوم والدراسات الانسانية بالدوامي جامعة شفاء الامارات العربية المتحدة
- أ.د : إبراهيم أحطاب : أستاذ التعليم العالي بجامعة ابن زهر - أكادير - المغرب
- أ.د : محمد محمد عبد اللطيف : أستاذ القانون العام كلية الحقوق جامعة المنصورة مصر

القانون الإداري و الدستوري



- أ.د : ثامر محمد رخيص حسين : رئيس فرع القانون العام بكلية القانون جامعة الكوفة - العراق
- أ.د : عمر عبد الله عمر أمبارك : أستاذ مشارك بجامعة سرت - ليبيا
- أ.د : اكرامي بسيوني عبد الحي خطاب : أستاذ بجامعة شفاء - المملكة العربية السعودية
- أ.د : هالة علي : أستاذ مشارك في القانون الاداري - كلية الحقوق جامعة الاصاله - المملكة العربية السعودية
- أ.د : باسل علي عباس: أستاذ القانون باللغة الانجليزية - جامعة القادسية - العراق
- أ.د : الميلود بوطريكي أستاذ التعليم العالي بكلية العلوم القانونية والاقتصادية والاجتماعية بوجدة -المغرب
- د : ميثم منفي كاظم العميدي : أستاذ مساعد - جامعة الكاظم - العراق
- د : يونس مليح : أستاذ التعليم العالي بالكلية المتعددة التخصصات الرشيدية - المغرب
- د : ليلى طوير: أستاذة القانون العام بجامعة الحسن الثاني الدار البيضاء
- د : ميثم منفي كاظم العميدي أستاذ مساعد في قسم القانون اقسام بابل جامعة الكاظم العراق
- د : ولاء خليل حسين قديمات : أستاذة العلوم السياسية/جامعة الخليل - فلسطين

القانون الدولي و العلوم السياسية



- أ.د : العميد : وسام نعمت ابراهيم السعدي : عميد كلية الحقوق جامعة الموصل - العراق
- أ.د : منى كامل تركي : أستاذ القانون بكليات الحقوق - بالإمارات العربية المتحدة
- أ.د : محمد بوبوش : أستاذ التعليم العالي بالكلية المتعددة التخصصات بالناظور - المغرب
- أ.د : عبد الوهاب كريم : أستاذ التعليم العالي جامعة قابوس - سلطنة عمان
- أ.د : النذير صالح الخليفة عباس : أستاذ القانون الدولي بكليات العيزة الأهلية المملكة العربية السعودية
- أ.د : احمد ناصر حسين العيساوي : تدريسي في جامعة القاسم الخضراء أخصاص قانون دولي - العراق
- د : سعد عبدالله الجعدان : دكتور في القانون الدولي

العلوم الأمنية و الاستراتيجية



- أ.د : عبد القادر تيعلاتي: أستاذ التعليم العالي بكلية العلوم القانونية والاقتصادية والاجتماعية بسطات-المغرب

الرقمنة و التدبير



- د : ضياء نعمان: أستاذ زائر بكلية العلوم القانونية والاقتصادية والاجتماعية بمراكش - المغرب
- د : حنان الانصاري : أستاذة التدبير بجامعة القاضي عياض مراكش - المغرب
- د : مصطفى خياطي : أستاذ محاضر بجامعة الحسن الثاني الدار البيضاء - المغرب





الهيئة الاكاديمية و النشر



مجلة القانون والأعمال الدولية

- د. محمد دحاني : دكتور في القانون العام
- د. الهام سربوتي : دكتورة في القانون الخاص
- د. سماعيلي مصطفى : دكتور في القانون الخاص
- د. عبد الله المخلوق : دكتور في القانون العام
- د. محمد المعروفى : دكتور في العلوم القانونية و السياسية
- د. عبد اللطيف ازيور : دكتور في القانون العام
- د. محمد الحليمي : دكتور في القانون الخاص
- ذ. يونس الصالحي : باحث بصف الدكتوراه
- ذ. حمزة جابر : باحث بصف الدكتوراه بجامعة ابن زهر أكادير
- ذ. محمد حفو : باحث في سلك الدكتوراه بكلية الحقوق وجدة
- ذ. وصال الشرقي : باحثة بصف الدكتوراه بكلية الحقوق السويسية
- ذ. دينيشي يونس : باحث بصف الدكتوراه بكلية الحقوق بسطات
- ذ. خديجة جليلي : باحثة بصف الدكتوراه بدار الحديث الحسنية
- د. عبد الكريم بالهدي : دكتور في القانون الخاص
- ذ. فاطمة أفقير : محامية بهيئة أكادير
- ذ. التوزاني محمد : باحث بصف الدكتوراه
- ذ. عمر الفطواكي : دكتور في القانون الخاص
- ذ. حلومي سعيدة : باحثة بصف الدكتوراه
- ذ. المهدي البوعزيزي : باحث بصف الدكتوراه
- ذ. الخضراوي عبد الهادي : باحث بصف الدكتوراه
- ذ. ايمان مجدوب : باحثة بصف الدكتوراه
- ذ. بسمة خروبي : باحثة بصف الدكتوراه
- ذ. مجن محمد : باحث بصف الدكتوراه
- ذ. هاجر جيور : باحثة بصف الدكتوراه
- ذ. هاجر ماحي : باحثة بصف الدكتوراه
- ذ. رشيد الدغور : باحث بصف الدكتوراه
- ذ. صفاء خلوقي : باحثة بصف الدكتوراه
- ذ. عبد الواحد الركيلى : باحثة بصف الدكتوراه
- ذ. مجن محمد : باحث بصف الدكتوراه
- ذ. مصطفى رمضان عبد القادر
مدرس مساعد بجامعة دهوك التقنية - معهد ناكري -
ممثل المجلة في العراق
- ذ. عادل عبد الله عزيز
مدرس بجامعة التقنية الشمالية . الكلية التقنية
الادارية الموصل العراق
- ذ. باسل علي عباس
أستاذ بجامعة القادسية - العراق
- د. محمد حمدي عبد العليم علا -
كلية الحقوق جامعة طنطا مصر

- د. الحسن اليوسي : دكتور في الحقوق إطار بوزارة الاقتصاد و المالية
- د. هشام بلخنفر : محام بهيئة اكادير - دكتور في الحقوق
- د. أسماء مقاص : دكتورة في الحقوق - مسؤولة العلاقات العامة بالمجلة -
- د. حكيمة مؤذن : دكتورة في العلوم القانونية والسياسية
- د. محمد بلحاج الفحصي : دكتور في الحقوق
- د. يوسف تملكوتان : دكتور في القانون الخاص
- د. نبيل لبيب : دكتور في القانون الخاص
- د. المهدي بوي : دكتور في الحقوق
- ذ. قمرية قباب : دكتورة في القانون الخاص
- د. خالد هيدان : دكتور في القانون الخاص
- د. يوسف كييطي : دكتور في القانون الخاص
- ذ. حيدا عز الدين : دكتور في القانون الخاص
- د. معاذ الخيار : دكتور في القانون الخاص
- ذ. محمد أويالاك : محام بهيئة الرباط
- ذ. نبيل سدري : دكتور في القانون الخاص
- د. بيشا حسان : دكتور في القانون الخاص
- ذ. مريم زان : دكتورة في القانون العام
- د. هودي لمخالل : دكتورة في القانون الخاص
- د. معاذ الخيار : دكتور في القانون العام
- د. فضيل ناصري : دكتور في البلاغة و تحليل الخطاب
- د. عبد المغيث الحاكمي : دكتور في القانون الخاص
- د. عبد الاله شني : دكتور في القانون الخاص
- د. فردوس القاسمي : دكتورة في القانون الخاص
- د. يوسف ايت اعمر : دكتور في القانون الخاص
- د. زكرياء بليلاچ : دكتور في القانون العام و العلوم السياسية
- د. محمد الادريسيس حسني : دكتور في القانون الخاص
- د. عبد العزيز الهلالي : دكتور في القانون العام و العلوم السياسية
- د. محمد عبد الجليل الشيخ القاضي : دكتور في الحقوق -
رئيس مركز نواكشوط للدراسات القانونية و الإجتماعية
- د. محمد يحظيه ولد البكاي : دكتور في الحقوق -
ممثل المجلة في موريتانيا
- د. الريكاظ لحسن : دكتور في القانون الخاص
- د. كوثر الرفاعي : دكتورة في القانون الخاص
- د. فاطمة امراج : دكتورة في القانون العام و العلوم السياسية



28	الابتكار في البحث العلمي المدعوم بالذكاء الاصطناعي الوكيل الاتجاهات والتطبيقات والتحديات الناشئة الدكتورة: خلود محمد النجاوي عضو هيئة التدريس بكلية الشرطة - الإمارات العربية المتحدة
46	الحق في الخصوصية الرقمية وأثر انتهاكه في قيام المسؤولية المدنية والجزائية في التشريع العماني الدكتور: نزار حمدي قشطة رئيس قسم القانون العام - كلية الحقوق - جامعة الشرقية (محافظة الشرقية - سلطنة عمان) المحامي: إبراهيم بن خلفان السليمي محام وباحث في القانون العام - كلية الحقوق - جامعة الشرقية (محافظة الشرقية - سلطنة عمان)
68	التضليل السيبراني وهندسة الإدراك الرقمي: نحو إعادة بناء الحماية القانونية لنزاهة المعلومات والسيادة الإدراكية في عصر الذكاء الاصطناعي الدكتور: يونس مليح أستاذ محاضر مؤهل بجامعة مولاي إسماعيل - مكناس - كلية العلوم القانونية والسياسية بالرشيدية عضو فريق البحث في الدراسات القانونية والاجتماعية والسياسية
82	الذكاء الاصطناعي وتطبيقاته في المجال الشرطي: دراسة تحليلية في ضوء التجربة الإماراتية والممارسات الدولية الدكتور: خالد عبد الله الزعابي عضو هيئة التدريس بكلية الشرطة - أبو ظبي
94	أثر التحول الرقمي على كفاءة اتخاذ القرار الإداري: دراسة تطبيقية على مؤسسة أطباء بلا حدود في قطاع غزة الدكتور: أحمد فرج أحمد أبو جزر أستاذ مساعد في تخصص إدارة الأعمال - جامعة فلسطين - قطاع غزة
111	حماية الأطفال من الاستخدام الرقمي الإشكالي دراسة مقارنة للسياسات التشريعية والتنظيمية والوقائية في الإمارات والمملكة المتحدة وأستراليا الباحث : علي حمود حمدان النعيمي عضو هيئة التدريس بكلية الشرطة - الإمارات العربية المتحدة
130	الذكاء الاصطناعي وإشكالية المحتويات الزائفة الدكتورة: سميرة أصبان دكتورة في القانون العام والعلوم السياسية - جامعة الحسن الثاني بالدار البيضاء
142	حدود حرية النشر عبر منصات التواصل الاجتماعي في مواجهة حق الطفل في الخصوصية: دراسة تحليلية مقارنة في التشريع القطري الباحث: سعود عبد العزيز البوهاشم السيد باحث متخصص في العلوم القانونية
158	الوساطة الإلكترونية في تسوية المنازعات الدكتورة: نبيلة الغشيم دكتوراه في القانون الخاص

167	إمكانات توظيف الذكاء الاصطناعي التوليدي في تصميم استراتيجيات تعلم تكيفية لتعزيز الوعي بالأمن السيبراني - دراسة تحليلية المقدم الدكتورة : بدرية علي الحوسني عضو هيئة تدريس في كلية الشرطة/ دولة الإمارات العربية المتحدة والطالب الباحث : عبدالله محمد عمر القاسمي
188	حماية المعطيات الشخصية بالمغرب في ظل تصاعد التهديدات السيبرانية: مقارنة قانونية تقنية لتحقيق التوازن بين الأمن والخصوصية الباحثة : حسناء الشقوري باحثة بسلك الدكتوراه كلية العلوم القانونية بطنجة - جامعة عبد المالك السعدي
204	التحيز الخوارزمي في القرارات الإدارية المبنية على خوارزميات الذكاء الاصطناعي: دراسة تحليلية مقارنة الباحثة: مشاعل عابد الحربي طالبة ماجستير - قسم القانون العام - كلية الحقوق - جامعة الملك عبد العزيز - المملكة العربية السعودية
233	الحماية الجنائية للأنظمة الذكية والمعلوماتية في التشريع القطري: دراسة تحليلية الباحث: تميم ياسر عبد الله محمد البلوشي باحث متخصص في العلوم القانونية
252	الرقمنة والتواصل السياسي: الفرص والتحديات الباحث: رضوان النكادي باحث بسلك الدكتوراه كلية العلوم القانونية والاقتصادية والاجتماعية بفاس الباحث يوسف الإدريسي باحث بسلك الدكتوراه كلية العلوم القانونية والاقتصادية والاجتماعية بفاس تحت إشراف الأستاذ الدكتور: محمد فقيهي أستاذ التعليم العالي بكلية العلوم القانونية والاقتصادية والاجتماعية بفاس، تخصص القانون الدستوري وعلم السياسة
265	قانون الضمان الاجتماعي في مواجهة التحديات الرقمية والاجتماعية الباحثة فرح الزوجال باحثة بسلك الدكتوراه القانون الخاص - مختبر القانون والمجتمع والرقمنة - جامعة عبد المالك السعدي بطنجة
279	توظيف تقنية البلوك تشين في إجراءات الترخيص التشغيلي للاستثمار الأجنبي بالمملكة العربية السعودية الدكتور : علاء الدين محمد سيد محمد أبو عقيل أستاذ القانون الإداري المشارك - كلية الحقوق - جامعة الملك عبد العزيز
304	رقمنة السجل التجاري في القانون المغربي والمقارن: قراءة في الإطار القانوني ومستجدات الإصلاح الدكتور : عبد الحميد اشتوك دكتور في القانون الخاص - كلية العلوم القانونية والاقتصادية والاجتماعية أكادير - جامعة ابن زهر -
319	أثر الاقتصاد الرقمي في جذب الاستثمار الأجنبي المباشر: دراسة مقارنة بين فلسطين ومصر (2008-2024) الباحث: هشام عبد الكريم إبراهيم الكحلوت باحث دكتوراه - قسم الاقتصاد - جامعة البطانة

التحول الرقمي في مجال الشركات التجارية الباحث: أيوب بنقاسم طالب باحث بسلك الدكتوراه في القانون الخاص جامعة محمد الخامس بالرباط - كلية العلوم القانونية والاقتصادية والاجتماعية أكادال - مركز دراسات الدكتوراه في القانون والاقتصاد تحت إشراف الدكتور: علال فالي أستاذ التعليم العالي، كلية العلوم القانونية والاقتصادية والاجتماعية أكادال، جامعة محمد الخامس، الرباط.	334
عيوب الإرادة في العقود الإلكترونية - بين كفاية القواعد التقليدية و متطلبات الثقة الرقمية - الباحثة : فاطمة الزهراء جبارة طالبة باحثة بسلك الدكتوراه	343
● محور قانون المال و الأعمال	
الحماية الجنائية للاستثمار الأجنبي في المملكة العربية السعودية في ضوء رؤية 2030 الأستاذ الدكتور: شاكر بن مقبل العصيمي أستاذ القانون الجنائي المشارك - عميد كلية العدالة الجنائية وعلوم الجريمة جامعة نايف العربية للعلوم الأمنية - الرياض - المملكة العربية السعودية	365
رهن السندات في القانون الموريتاني دراسة تحليلية مقارنة في ضوء إصلاح الضمانات المنقولة الدكتور: العالم الحسن عالي أستاذ متعاون بكلية العلوم القانونية والسياسية - جامعة نواكشوط	375
الآثار القانونية المترتبة على فسخ عقد التأمين الصحي وفقا للقواعد الخاصة بعقود التأمين في التشريع الأردني الدكتور: فيصل موسى الحباري أستاذ مساعد - كلية الحقوق، قسم القانون الخاص - جامعة الإسراء - عمان، الأردن الدكتور: علي محمد الزعبي أستاذ القانون المدني - كلية الحقوق، قسم القانون الخاص - جامعة الإسراء - عمان، الأردن	385
الالتزامات القانونية الناشئة عن العقود التجارية في ظل التحول الرقمي في الأردن (دراسة تطبيقية على عقود البيع الإلكتروني والخدمات الرقمية) الأستاذ الدكتور: عبد الله حميد الغوييري أستاذ القانون التجاري المشارك - جامعة لوسيل - قطر الدكتور: أسعد خليفة سلمان بني حسن أستاذ القانون التجاري المساعد - نقابة المحامين الأردنيين الأستاذ الدكتور: عثمان النور عثمان الحاج أستاذ القانون التجاري المشارك - جامعة لوسيل - قطر	401
دعوى المنافسة غير المشروعة كوسيلة لحماية العلامة التجارية: دراسة مقارنة الدكتور: مولاي أحمد سالم أستاذ متعاون بجامعة نواكشوط - موريتانيا	419
البيانات الشخصية كعنصر في الأصل التجاري: إشكالية التوفيق بين تسليع الزبناء وحماية المعطيات الشخصية الدكتورة: إيمان التيس أستاذة باحثة بكلية العلوم القانونية والاقتصادية والاجتماعية - جامعة مولاي إسماعيل - مكناس	435

آليات تحديد خصوم المرافعة من طرف جهاز السنديك الدكتور: جمال حميدا دكتور في القانون الخاص	441
مسطرة الإعفاء في قانون المنافسة المغربي والفرنسي الباحثة: غيثة الدريوش طالبة باحثة بسلك الدكتوراه - كلية العلوم القانونية والاقتصادية والاجتماعية أكدال - جامعة محمد الخامس بالرباط تحت إشراف الأستاذة الدكتورة: بشرى النية أستاذة التعليم العالي بكلية العلوم القانونية والاقتصادية والاجتماعية أكدال - جامعة محمد الخامس بالرباط	451
آليات تحسين مناخ الأعمال بين تنزيل النموذج التنموي الجديد وقانون الإطار للإصلاح الجبائي الباحث: عبد المجيد زيان باحث بسلك الدكتوراه - كلية العلوم القانونية والاقتصادية والاجتماعية المحمدية - جامعة الحسن الثاني بالدار البيضاء	461
خصوصية التنفيذ على أسهم شركات المساهمة المدرجة بالبورصة الباحث: ادوحسين المحفوظ باحث بسلك الدكتوراه - مختبر القانون والمجتمع، تكوين الدكتوراه في العلوم القانونية والسياسية - جامعة ابن زهر أكادير	475
فعالية الضمانات العينية المقيدة في مواجهة مساطر صعوبات المرافعة: دراسة تحليلية في ضوء التشريع المغربي الباحث: عبد العالي الزنافري طالب باحث بسلك الدكتوراه - كلية العلوم القانونية والسياسية - جامعة ابن طفيل القنيطرة	489
الوساطة بين القانون 95.17 و قانون المسطرة المدنية الدكتورة نهال اللواح أستاذة جامعية بكلية الحقوق بطنجة الكاتبة العامة للمركز المغربي للتحكيم ومنازعات الأعمال رئيسة تحرير المجلة المغربية للتحكيم العربي و الدولي	503
مسؤولية الناقل البحري في ضوء الاتفاقيات الدولية والنظام البحري التجاري السعودي: دراسة تحليلية مقارنة الباحثة : منار محمد الغامدي باحثة ماجستير في القانون الخاص، كلية الحقوق، جامعة الملك عبدالعزيز تحت إشراف الدكتورة : هادية أحمد بالخير أستاذ مشارك في القانون التجاري، كلية الحقوق، جامعة الملك عبدالعزيز	508
حدود سلطة المحكم في التحكيم التجاري الدولي الباحثة : عفاف صبار طالبة في سلك الدكتوراه جامعة القاضي عياض مراكش	544
أثر استراتيجيات ريادة الأعمال على التعليم الجامعي لدى الجامعات الفلسطينية في المحافظات الجنوبية الفلسطينية الباحث : مروان محمد ثابت مشتهى باحث اكاديمي-تخصص إدارة الأعمال	556

• محور قانون الأسرة وعلوم الفقه

577	حماية النسب واستقرار الأسرة من المخاطر الرقمية: دراسة موضوعية ومقاصدية معمقة لاختبارات الأنساب التجارية في ضوء مدونة الأسرة المغربية الدكتورة: سناء المتدين أستاذة زائرة بكلية العلوم القانونية والسياسية بطنجة
588	منهج الإمام البيضاوي في ضوء القراءات القرآنية: دراسة تحليلية الباحث: بلال جبر خميس عماد محاضر أكاديمي غير متفرغ بالجامعة الإسلامية - قطاع غزة
601	منظومة القيم الصوفية ورهان النموذج التنموي المغربي: مقارنة قانونية مؤسسية الباحث: عبد الإله ذهبي طالب باحث بسلك الدكتوراه جامعة سيدي محمد بن عبد الله - ظهر المهرز - فاس - المغرب
621	فتاوى الإمام ابن باز الفقهية الواردة في كتاب مجموع فتاوى الإمام ابن باز (زكاة الفطر) الباحث: عمرو زهير محمود نوفل باحث في العلوم الشرعية والإسلامية

• محور القانون الجنائي

638	الضمانات الجنائية الإجرائية للدليل الرقمي - دراسة مقارنة الدكتور: إبراهيم عبد الصمد صالح البلوشي عضو هيئة التدريس بكلية الشرطة - دولة الإمارات العربية المتحدة
658	المسؤولية الجنائية الدولية عن "التحريض الألي" على الإبادة الجماعية الدكتور: علي ناجي صالح الأعوج الأستاذ المشارك بقسم القانون الدولي العام - كلية الشريعة والقانون - جامعة صنعاء
714	التفتيش الجنائي على ضوء قانون المسطرة الجنائية الجديد 03.23 الدكتورة: سكينه غزاوي دكتورة في القانون الخاص أستاذة زائرة بكلية العلوم القانونية والسياسية - جامعة الحسن الأول بسات
727	سرقة القوى المحرزة الباحث نور الدين طارق الرجبي باحث بسلك الدكتوراه
742	المصادرة والإجراءات التحفظية في مكافحة غسل الأموال الباحث: الجازي الكبيسي كلية القانون - جامعة لوسيل - دولة قطر
757	دور مبدأ إقليمية القانون الجنائي في تحديد الاختصاص القضائي للجرائم الإلكترونية الباحث: المهدي لهبي باحث بسلك الدكتوراه كلية العلوم القانونية والاقتصادية والاجتماعية السويسي - الرباط

764	المحكمة الجنائية الدولية: حدود العدالة الجنائية في ظل التوازنات السياسية الدولية - دراسة تقييمية الباحثة: فلة رياض هاشم أبو الرب شعبة القانون العام والعلوم السياسية - كلية العلوم القانونية والاقتصادية والاجتماعية السويسي - الرباط
781	مدى ارتباط جريمة الفساد بغسل الأموال دراسة تحليلية على ضوء اتفاقيتي غسل الأموال ومكافحة الفساد الأستاذة الباحثة: روضة محمد علي العبد الله جامعة لوسيل - دولة قطر
795	الحماية الجنائية للبيانات الشخصية في قطر الباحث: صالح فرج صالح مبارك التركي باحث متخصص في العلوم القانونية والجنائية
808	دور النيابة العامة في جرائم الشيك الباحث: هشام حدادي باحث بسلك الدكتوراه في كلية العلوم القانونية والاقتصادية والاجتماعية بمكناس
● محور القوانين المسطرية و الاجرائية	
825	الحماية القانونية للمتطوع في دولة الإمارات العربية المتحدة (دراسة تحليلية مقارنة في ضوء التشريع الاتحادي والتنظيم المحلي في إمارتي دبي وأبوظبي) الدكتور: عبد الله سالم محمد فاضل الحضرمي عضو هيئة التدريس - كلية الشرطة وزارة الداخلية - دولة الإمارات العربية المتحدة
837	مبدأ سلطان الإرادة في العقد وحدوده في ظل التدخل التشريعي - دراسة في ضوء قانون الالتزامات والعقود والنصوص ذات الصلة - الدكتور: محفوظ أحمد سيد عبد الله دكتور في القانون الخاص
853	إشكالية التضخم التشريعي وأثره على الأمن القانوني الدكتور: أمحمد الأحمد دكتور في العلوم القانونية والسياسية أستاذ زائر بجامعة محمد الخامس بالرباط - كلية العلوم القانونية والاقتصادية والاجتماعية السويسي
867	نظام الضمان في التشريع الجمركي بالمغرب الدكتور: عجان عزيز دكتور في القانون الخاص - تخصص العلوم الجنائية
887	الإلغاء الاستباقي للعقد كآلية لمواجهة خطر الإخلال المتوقع - دراسة مقارنة الباحثة: تمارا سعد مغامس باحثة بسلك الدكتوراه تخصص: القانون الخاص - الجامعة الإسلامية في لبنان
907	التدخل القضائي في تأويل العقد الاستهلاكي: بين أسس حماية التوازن وحدود الأمن التعاقدية. الباحثة: دعاء الشلي باحثة بسلك الدكتوراه

التسليم في العقود العينية: دراسة في المفهوم والطبيعة والوظائف في التشريع الموريتاني الدكتور : مولاي عبد الرحمن اد/ مولاي إسماعيل دكتور في القانون الخاص	919
سبب رفع دعوى إشهار إفلاس المدين في المدارس القانونية المعاصرة والشريعة الإسلامية "دراسة فقهية تطبيقية تطبيقاً على النظام القانوني السوداني" الدكتور: سامي عبد الحميد إبراهيم أحمد الأستاذ المشارك بكلية الحقوق جامعة الملك فيصل المملكة العربية السعودية وكلية الشريعة جامعة القرآن الكريم والعلوم الإسلامية-السودان.	931
• محاور قانون العقار و التعمير	
التنظيم القانوني للمعاملات العقارية ذات الطابع التجاري في المملكة العربية السعودية: نحو منظومة تشريعية مستدامة الدكتورة : زبيدة عبد الهادي اتييم كلية القانون - جامعة الأمير سلطان	959
الرهن العقاري بين الفقه المالكي والقانون الموريتاني الدكتور: محمد الأمين أحمد أستاذ متعاون بجامعة نواكشوط	980
دور فقه المحافظة العقارية في تكريس ضوابط النظام العام التعاقدية الدكتور: عبد الهادي رشدي دكتور في الحقوق عضو مركز الرحامنة للأبحاث والدراسات القانونية والاجتماعية والإنسانية أستاذ زائر بكلية العلوم القانونية والاقتصادية والاجتماعية بمكناس - المغرب	997
توثيق التصرفات الواردة على تقسيم العقارات: دراسة تحليلية في ضوء القانون 25.90 الباحث: الحسن أندوري باحث بسلك الدكتوراه في القانون الخاص - الكلية المتعددة التخصصات بتازة - جامعة سيدي محمد بن عبد الله فاس الدكتورة: ابتسام علمي أستاذة باحثة في القانون الخاص - الكلية المتعددة التخصصات بتازة - جامعة سيدي محمد بن عبد الله فاس	1031
القرارات السلبية للمحافظ على الأملاك العقارية في مسطرة التحفيظ العقاري: بين سلطة الإلغاء والرفض وضمانات المشروعية الباحثة: كوثر الغزال طالبة باحثة بسلك الدكتوراه - كلية العلوم القانونية والسياسية بتازة - جامعة سيدي محمد بن عبد الله فاس الأستاذة الدكتورة: ابتسام علمي أستاذة محاضرة مؤهلة - كلية العلوم القانونية والسياسية بتازة - جامعة سيدي محمد بن عبد الله فاس	1047
تطبيقات الخبرة في منازعات العقار ورقابة القضاء عليها الباحث: سفيان شايب باحث بسلك الدكتوراه كلية العلوم القانونية والاقتصادية والاجتماعية أكادال - جامعة محمد الخامس بالرباط	1065

1083	المرأة السلالية ورهان التنمية المستدامة وفق القوانين الجديدة الباحث: مصطفى بن لغريسي طالب باحث بسلك الدكتوراه - الكلية المتعددة التخصصات بالرشيدية - جامعة مولاي إسماعيل مكناس الدكتور: عبد العالي لعديري أستاذ باحث - الكلية المتعددة التخصصات بالرشيدية - جامعة مولاي إسماعيل مكناس
1094	المكانة الجديدة للمرأة السلالية بين حيف الأعراف وتدخل القانون الباحثة: إيمان فضلي طالبة باحثة بسلك الدكتوراه كلية العلوم القانونية والاقتصادية والاجتماعية عين السبع - جامعة الحسن الثاني بالدار البيضاء مختبر الهندسة متعددة التخصصات للأعمال والمهارات الناعمة والتدبير والقانون (LIASMAD) محامية بهيئة المحامين بسات
	• محور قانون الشغل و الحماية الاجتماعية
1110	اختراعات الأجراء: أية مقارنة قانونية لحماية حقوق أطراف عقد الشغل؟ الدكتورة: نادية المشيشي أستاذة باحثة في قانون الأعمال كلية العلوم القانونية والاقتصادية والاجتماعية أكادال - جامعة محمد الخامس بالرباط
1122	كرونولوجيا الاجتهاد القضائي بشأن الطبيعة القانونية لمسطرة الفصل بسبب الخطأ الجسيم (دراسة تحليلية نقدية) الدكتور: رشيد الزعيم دكتور في القانون الخاص - جامعة محمد الخامس بالرباط كلية العلوم القانونية والاقتصادية والاجتماعية - سلا
1134	مفتشية الشغل بين الرقابة والوساطة في منازعات الشغل الباحثة : شيماء الجباري الحسني باحثة بسلك الدكتوراه كلية العلوم القانونية والاقتصادية والاجتماعية - عين السبع، جامعة الحسن الثاني بالدار البيضاء الدكتورة: ابتسام بلحداد أستاذة التعليم العالي - كلية العلوم القانونية والاقتصادية والاجتماعية - عين السبع، جامعة الحسن الثاني بالدار البيضاء
1146	التعليم التقني والمهني وتمكين المرأة في فلسطين: دراسة حالة في الكلية الجامعية الذكية للتعليم الحديث الباحثة : آسيا القواسمي باحثة بسلك الدكتوراه كلية العلوم القانونية والاقتصادية والاجتماعية بطنجة - جامعة عبد المالك السعدي - المملكة المغربية الأستاذ الدكتور: توفيق السعيد أستاذ التعليم العالي - جامعة عبد المالك السعدي - المملكة المغربية
1159	أثر القيادة الابتكارية على التميز المؤسسي لدى العاملين في مجمع الشفاء الطبي بقطاع غزة الباحث: رائد خميس محمود حماد متخصص في إدارة الأعمال - قطاع غزة
1180	دور الوكالة الوطنية لإنعاش التشغيل والكفاءات في إرساء أسس الدولة الاجتماعية الباحث: عياد باتي باحث بسلك الدكتوراه كلية العلوم القانونية والسياسية - جامعة الحسن الأول بسات، مختبر البحث في قانون الأعمال مفتش الشغل من الدرجة الثانية

1192	مفتش الشغل بين الرقابة والتصالح: دراسة في ازدواجية الوظيفة وآثارها على علاقات الشغل الدكتورة : وسيلة جلال دكتورة في القانون الخاص
1205	مسطرة الاستماع للأجير في ضوء التحول الرقمي الباحث: مراد البورقادي باحث في سلك الدكتوراة، مختبر الدراسات والأبحاث في القانون الخاص، الهندسة القانونية والتنمية المستدامة، كلية العلوم القانونية والسياسية - جامعة سيدي محمد بن عبد الله فاس - متخصص في قضايا قانون الشغل وتدير العلاقات المهنية
● محور القانون الرياضي	
1215	تحولات عقود الرعاية الرياضية في ضوء الممارسة القانونية الدكتور: محمد الحليمي دكتور في الحقوق أستاذ زائر بالكلية المتعددة التخصصات بالعرائش
1231	حماية القاصر في الرياضة: بين النظرية والممارسة الدكتور: يوسف أبويعقوب دكتور في الحقوق أستاذ زائر بكلية العلوم القانونية والسياسية بتطوان الدكتورة: أحلام عليمي أستاذة باحثة بكلية العلوم القانونية والسياسية بتطوان - منسقة ماستر المنازعات والتحول الرقمي رئيسة فريق البحث في السياسة الجنائية والأمن الأسري والعقاري بمختبر الدراسات والأبحاث القانونية والسياسية والتنمية
1241	مكافحة تعاطي المنشطات في المجال الرياضي: دراسة في مدى ملائمة التشريعات الوطنية للمقتضيات الدولية - حالة القانون رقم 06.23 الدكتور: حميد اسليماني دكتور في القانون العام والعلوم السياسية - أستاذ زائر بكلية العلوم القانونية والاقتصادية والاجتماعية بسلا
● محور القانون البيئي	
1258	قراءة في القوانين البيئية بالمغرب الدكتور: وليد حديديوي دكتور في القانون العام والعلوم السياسية، جامعة الحسن الثاني الدار البيضاء
1269	الطاقات المتجددة والهيدروجين الأخضر: "من الأمن الطاقى إلى السيادة الطاقية" الدكتور المصطفى حيان دكتور في القانون العام والعلوم السياسية باحث في السياسات العمومية جامعة القاضي عياض، مراكش أستاذ زائر بكلية الحقوق بالمغرب
محور القانون الدولي	
1282	مدى كفاية قواعد القانون الدولي الإنساني لحماية المدنيين أثناء حرب المدن (حرب السودان 15 أبريل 2023م - نموذجاً) الدكتور موسى محمد مصباح استاذ مشارك كلية القانون، جامعة النيلين - السودان
1298	الحصانات والامتيازات الدبلوماسية للمبعوث الدبلوماسي في فقه المالكية والقانون الدولي دراسة فقهية قانونية مقارنة. الدكتور : مهدي بن عبد الكريم الصوتي باحث من جامعة القرويين كلية الشريعة-أكادير.

تطور الذكاء الاصطناعي وخروجه عن السيطرة تهديدات ومخاطر الدكتور سيف محمد سيف السويدي عضو هيئة التدريس - كلية الشرطة - أبوظبي بالاشتراك مع الدكتور ممدوح خليل البحر عضو هيئة التدريس - كلية الشرطة - أبوظبي	1320
أزمة الهجرة والنزوح القسري في ظل النزاعات في غرب إفريقيا الباحثة : ليلي اليحيوي باحثة في القانون الدولي بجامعة محمد الخامس الرباط	1342
المغرب والعمق الأفريقي: الأبعاد الجيواقتصادية والأمنية لمبادرة الأطلسي ومشروع أنبوب الغاز (نيجيريا - المغرب) الباحث : إبراهيم النوحى باحث في السنة الخامسة من سلك الدكتوراه في القانون العام والعلوم السياسية كلية العلوم القانونية والاقتصادية والاجتماعية بالمحمدية	1359
النزاع في منطقة الأحواز (إيران) الباحثة / بدور آل خليفة طالبة في ماجستير في الشؤون الدولية والسياسات العامة جامعة لوسيل دولة قطر بإشراف الدكتور / محمد اوريا	1373
الشرق الأوسط ما بعد الحرب الإيرانية الأمريكية: تحولات القوة وإعادة تشكيل النظام الإقليمي الباحث : بدر بتال العتيبي باحث في الشؤون الدولية والسياسات العامة حاصل على درجة الماجستير في الشؤون الدولية والسياسات العامة	1387
● محور القانون الإداري	
هل أن أوان التحكيم الضريبي في المغرب؟ من منطق الحظر إلى إمكان بناء عدالة جبائية بديلة دراسة تحليلية في القانون المغربي على ضوء مستجدات 2026 الدكتور مصطفى الفوركي دكتور في القانون الخاص	1407
المصادر الشرعية للقضاء الإداري السعودي الدكتور فيصل بن صبر اللويش الشمري الأستاذ المساعد بقسم القانون في كلية الشريعة والقانون بجامعة حائل	1428
وقف تنفيذ القرار الإداري السلبي دراسة مقارنة المحامي الدكتور انمار هيثم نعمة الساعدي رئيس القسم القانوني كلية القانون جامعة اوروك-بغداد المحامي الدكتور رجب محمد ندا رئيس قسم القضايا بالإصلاح الزراعي محاضر القانون الإداري بكليات القانون مصر الدكتور رجائي عبدالرحمن عبدالقادر عوض أستاذ قانون المرافعات المدنية المساعد كلية القانون جامعة اوروك -بغداد	1449

1467	"التعويض غير النقدي في القضاء الإداري السعودي" الدكتور : محمد بن عبدالله بن محمد الملحم أستاذ مساعد-كلية الحقوق-جامعة الملك فيصل بالأحساء-المملكة العربية السعودية
1487	"البرامج الميزانية" كرافعة لتكريس نجاعة المالية العمومية وتعزيز المسؤولية التدبيرية الدكتور: فهد فيلالي، دكتور في القانون العام جامعة سيدي محمد بن عبد الله إطار إداري وباحث في التدبير العمومي والحكامة المالية
1508	دور الآليات الحديثة للتدبير والتسويق الترابي في ضمان تنافسية المجال الدكتور هشام عميد دكتور في القانون العام والعلوم السياسية جامعة الحسن الأول- سطات
1524	سلطة التعيين في الوظائف السامية في دول المغرب العربي الدكتور سيد محمد محمد فاضل أستاذ القانون متعاون بجامعة نواكشوط- موريتانيا
1535	التحكيم في منازعات عقود المقاولات العمومية وحدود التحول في ضوء مستجدات قانون التحكيم المغربي الجديد رقم 95.17 الدكتور محمد علالي دكتور في القانون الاقتصادي أستاذ باحث بالمركز الجهوي لمهن التربية والتكوين لجهة سوس ماسة/أكادير
1561	العدالة الضريبية بالمغرب: بين الحق والواجب الدكتور إبراهيم بنفراج أستاذ زائر بجامعة ابن زهر
1581	المنهجية الجديدة لإعداد مشروع قانون مالية السنة بالمغرب في ضوء الكتلة الدستورية للمالية العمومية الدكتور : محمد أحتيتيش دكتور في القانون العام، جامعة سيدي محمد بن عبد الله بفاس
1596	تطور شروط المصلحة في دعوى الإلغاء بين التوسع والتقيد القضائي: دراسة تحليلية مقارنة الدكتور عبد القادر يوسف شامخ أستاذ متعاون مع كلية العلوم القانونية والسياسية بجامعة نواكشوط
1609	الرقابة الجبائية في ظل التحول الرقمي بالمغرب الباحثة : جهان المليح طالبة باحثة بسلك الدكتوراه بكلية العلوم القانونية والاقتصادية والاجتماعية بسلا
• محور القانون الدستوري	
1626	حرية التعبير في موريتانيا، دراسة في الحماية الدستورية وواقع الممارسة الدكتور الطاهر ولد أحمد أستاذ متعاون بجامعة نواكشوط
1641	أسس الملكية الدستورية في المغرب الدكتور سيد محمد محمد فاضل أستاذ القانون متعاون بجامعة نواكشوط

المركز الدستوري لمنظمة التحرير الفلسطينية وأثره في بنية النظام الدستوري الفلسطيني الباحثة : مرام عوض عامر نصار باحثة في سلك الدكتوراه في القانون العام بحث مستخلص من أطروحة الدكتوراه الموسومة بعنوان الإرادة الدولية في وضع الدساتير الوطنية (فلسطين نموذجاً) دراسة تحليلية وصفية	1650
من الشرعية الانتخابية إلى شرعية الانجاز في النظام الدستوري المغربي الدكتور : أنوار التازي دكتور في القانون العام والعلوم السياسية جامعة الحسن الثاني -الدار البيضاء	1673
• محور العلوم السياسية	
اللجان النيابية لتقصي الحقائق في الممارسة البرلمانية المغربية دراسة على ضوء تجارب وممارسات دولية مقارنة - الدكتور : محمد سكي أستاذ محاضر مؤهل بجامعة محمد الخامس، الرباط باحث في القانون الدستوري والعلوم السياسية كلية العلوم القانونية و الاقتصادية و الاجتماعية، سلا	1688
الأحزاب السياسية وتكوين الكفاءات وإنتاج النخب السياسية: الوظائف، الآليات، وحدود الفعل الحزبي " دراسة حالة المغرب" الباحثة : الزهرة اباحني طالبة في سلك الدكتوراه جامعة محمد الخامس الرباط كلية العلوم القانونية والاقتصادية و الاجتماعية سلا	1710
• محور الدراسات والأبحاث باللغة الإنجليزية	
Minimum Wages and Overtime Premium in Light of Saudi Labor Law and the Fair Labor Standards Act (FLSA) Dr. Osama Abdulrahman Alkhamis Assistant Professor of Civil Law, Private law Department, College of Law, King Faisal University, Alahsa, Kingdom of Saudi Arabia	1724
Relationship Between Administrative, Strategic, and Training Dimensions of Total Quality Management and Performance Evaluation in Public Healthcare Facilities in the Gaza Strip Yousef. M. A. Alghoul Department of Business Administration, College of Graduate Studies, University of Al-Butana, Sudan Human Resources Planning Department, Planning and Performance Unit, Palestinian Ministry of Health, Gaza,	1749
Russia's Palestine Discourse in the Context of the Ukraine War: Anti-Westernism or a Principled Stance? Üniversite adı: Ankara Hacı Bayram Veli Üniversitesi Danışman: Prof.Dr. MEHMET SEYFETTİN EROL İKTİSADİ VE İDARİ BİLİMLER FAKÜLTESİ ULUSLARARASI İLİŞKİLER Öğrenci: Adı- soyadı: OSAMA T.A. MORTAGA	1771

Pollen grains and their evidentiary value in criminal investigations. Saleem Isaaf Alazab 1 Associate Professor in the Department of Law. Faculty of Law, Al-Balqa Applied University, Jordan. dr.alazab@bau.edu.jo. ORCID: https://orcid.org/0009-0001-0544-620X. Ali Ahmad Alzubi 1 Associate Professor in the Department of Law. Faculty of Law, Al-Balqa Applied University, Jordan. alialzubi@bau.edu.jo. ORCID: https://orcid.org/0009-0005-6602-101X. Sabah Mousa Abd Alrhmman Al Momani 1 Associate Professor. in the Department of Law. Faculty of Law, Al- Balqa Applied University, Jordan, Sabah.momani@bau.edu.jo, ORCID: https://orcid.org/0009-0007-8849-8470. Wael Hakam Qutishat Teacher, in the Department of Law. Faculty of Law, Al-Balqa Applied University, Jordan, 1 wael.qutishat@bau.edu.jo, ORCID: https://orcid.org/0009-0006-8843-5368.	1804
Concept of Ambiguity in Law and Language First Author of the study: El JAILI EL HAGMOHAMED ABDALLA OMER PhD Researcher in Law, University of Gezira -Faculty of Law – Sudan. Legal Advisor – Altameer Ltd Company – Riyadh – Kingdom of Saudi Arabia P.O. Box 10493 Riyadh 11433. E-mail : eljaili_net@yahoo.com Second Author of the study: Prof : Jodah Ibrahim MohamedElnor Rahama. Professor in Law, University of Gezira -Faculty of Law – Sudan	1815
• محور الدراسات والأبحاث باللغة الإنجليزية "محور الإدارة الصحية"	
Mechanisms for Rationalizing Antibiotic Misuse among Patients in Primary Healthcare Centers in the Southern Governorates of Palestine Dr.Mohammed A. M. Abu Rayya Health consultant PhD Health Management	1883
The Impact of The Crises Challenges on The Performance of Healthcare Providers At AL- Shifa Medical Complex- Gaza Strip Dr.Wael Abdel Majeed Abdel Kareem Okasha - MOH - Gaza - PhD in Health Management	1909
محور الدراسات والأبحاث باللغة الفرنسية	
La gouvernance sportive en droit marocain (première partie) : un édifice normatif inachevé — la loi n° 30-09 et ses textes d'application Dr. Samir ABAKIL Équipe de recherche Management et Gouvernance du Sport Institut Royal de Formation des Cadres de la Jeunesse et des Sports (IRFC), Rabat	1935
L'INTELLIGENCE ARTIFICIELLE ET LE DROIT DES AFFAIRES AU MAROC : OPPORTUNITÉS, RISQUES JURIDIQUES ET PERSPECTIVES DE RÉGULATION Pr. Lamyae SAHRANE Maître de conférences habilitée à la FSJES de Mohammedia Laboratoire étude et recherche en droit privé et public et digitalisation Doctorante-chercheuse Nour El Houda KERMICHE Doctorante à la Faculté des sciences juridiques, économiques et sociales de Mohammedia Laboratoire étude et recherche en droit privé et public et digitalisation Université Hassan II Casablanca - MAROC	1949
Le financement participatif : Apports et risques DR . Mohamed KELLATI Enseignant chercheur, FSJP, UCD, El-Jadida	1964

La justice administrative marocaine à la lumière de la réforme du code de procédure civile n° 58.25 : transformations procédurales et enjeux de l'efficacité judiciaire Youssef Latrach Faculté des Sciences juridiques et politiques Université Sidi Mohamed Ben Abdellah - Fès	1973
La sauvegarde des entreprises en difficulté en droit marocain : fondements, mécanismes et limites Dr. Chaimaa MAROUFI Docteure en droit privé	1989
L'ÉGALITÉ DES CHANCES DANS LE DROIT DE SPORT : APPROCHE JURIDIQUE EN DROIT MAROCAIN Dr. Badre FASSI FIHRI Docteur en droit - Faculté des sciences juridiques, économiques et sociales de Fès	1999
La coopération maroco-espagnole de lutte contre l'immigration clandestine Dr. Brahim NAITOUGARZ Docteur et chercheur en droit international et relations internationales	2007
Le consentement résiduel. Stratification de l'adhésion organisationnelle et défaisance non simultanée Dr. Salma KADIRI ALAOUI Docteure en sociologie des organisations Faculté des Sciences Humaines et Sociales, Université Ibn Tofail, Kénitra, Maroc	2021
La protection de l'assuré contre les clauses abusives : étude comparée des droits marocain et français Dr. Siham LAKBOUCHI Docteure en droit privé - Université Hassan II, Casablanca - MAROC Faculté des sciences juridiques, économiques et sociales de Aïn Chock	2032
La preuve électronique : reconnaissance juridique et difficultés probatoires en droit marocain Dr. Asseya ABLI Docteure en droit	2041
LES DROITS DE LA PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE FACE À LA REVOLUTION NUMERIQUE : PRINCIPES, DEFIS ET EVOLUTIONS PREVUES Chercheuse KOUASSI Amino Désirée Colombe Doctorante en droit privé - Faculté des sciences juridiques, économiques et sociales, Université Sidi Mohamed Ben Abdellah, Fès Encadrée par M. Abdellah MARGHICH professeur de l'enseignement supérieur à la même faculté	2058
Le consommateur entre adhésion et négociation dans les contrats de consommation électroniques El Alaoui Mohammed Doctorant Université Moulay Ismaïl (UMI) - Faculté des sciences juridiques, économiques et sociales - Meknès Laboratoire : Droit et Développement Professeur encadrant : Pr. El Bakkay EL MAAZOUZ	2069
L'intelligence artificielle comme levier de transformation des politiques éducatives : opportunités, risques et perspectives pour le système marocain EHIRI NAAMA Faculté des sciences de l'éducation - Rabat Laboratoire de recherche sur l'analyse et l'évaluation des systèmes d'éducation et de formation - Rabat	2079

La responsabilité des prestataires de cloud face aux violations de la propriété intellectuelle générées par l'intelligence artificielle : enjeux juridiques et défis probatoires Abir OMRI Doctorante-chercheuse Faculté des Sciences Juridiques et Politiques de Settât - Université Hassan 1er de Settât Pr. Soumaya AKKOUR Professeure de l'Enseignement Supérieur - Faculté des Sciences Juridiques et Politiques de Settât - Université Hassan 1er de Settât	2094
La couverture sanitaire universelle au Maroc : un levier de la réforme du système de santé ELAMIM Abdelouahed Doctorant-chercheur Doctorant en droit public - FSJES Aïn Chock, Casablanca	2112
L'adaptation du droit marocain de la concurrence face aux géants du numérique : entre impératifs d'innovation, compétitivité et souveraineté économique. AZEDDINE TANOUCHE Doctorant chercheur en droit privé Laboratoire : Essor, Droit, philosophie et société Faculté des sciences juridiques, économiques et sociales, Université Sidi Mohamed Ben Abdellah, Fès	2126
La loi n° 58.25 relative à la procédure civile Lecture des principales nouveautés et enjeux de mise en œuvre EL BAIR Ali Doctorant-chercheur Université Hassan 1er de Settât - Faculté des Sciences Juridiques, Économiques et Sociales de Settât Laboratoire de Droit des Affaires	2135
L'équivalence fonctionnelle comme grille de contrôle de l'audience à distance La décision n° 255/25 de la Cour constitutionnelle marocaine et la loi n° 58.25 portant code de procédure civile Doctorant-chercheur MEHDI Nordin Doctorant en droit privé Faculté des sciences juridiques et politiques de Tanger - Université Abdelmalek Essaâdi Thèse préparée sous la direction de Monsieur le Professeur Soufiane MASRAR Adresse de correspondance : maitre.nordinmehdi@gmail.com	2145
La profession libérale d'avocat et le droit de la concurrence Doctorant-chercheur Mohammed Faouzi CHERRAQI Doctorant en droit privé - Université Hassan II de Casablanca - FSJES Mohammedia Pr. Ahmed ALLALI Maître de conférences habilité en droit privé - Université Hassan II de Casablanca - FSJES Mohammedia	2170

كلمة افتتاحية للاصدار رقم 66 من مجلة القانون والأعمال الدولية

بسم الله الرحمن الرحيم

العدد السادس والستون من مجلة القانون والأعمال الدولية

يصدر العدد السادس والستون من مجلة القانون والأعمال الدولية في لحظة تتسارع فيها وتيرة الإصلاح التشريعي، وتتبدل فيها أدوات العمل القانوني ومناهج البحث فيه. فما كان بالأمس موضوعا لاجتهاد فقهي محدود صار اليوم مادة لنصوص قانونية مستحدثة، وما كان يعد من قبيل الافتراض التقني أصبح واقعا تفرضه الممارسة على القاضي والمحامي والباحث على حد سواء. وفي هذا السياق تتحدد وظيفة المجلة العلمية: لا أن تواكب التحول وحده، بل أن تقيسه بميزان القاعدة القانونية، وتكشف ما فيه من مكاسب وما يعتريه من نقص.

وقد حرصت هيئة التحرير، في هذا العدد، على أن يكون البناء المعرفي للمجلة متوازنا في محاوره، متعدد المشارب في مواده. فقد توزعت الدراسات المنشورة بين القانون الخاص بفروعه، والقانون العام والعلوم السياسية، والقانون الجنائي، وقانون الأعمال، وقانون الشغل والحماية الاجتماعية، والقانون العقاري، والمساطر القانونية والقضائية، والقانون البيئي، والقانون الرياضي، إلى جانب الدراسات الشرعية وما يتصل بها من قضايا الأسرة والفقه، ومحور خاص بأثر الرقمنة والذكاء الاصطناعي في المنظومة القانونية، ومحور مستقل للدراسات المحررة باللغة الفرنسية.

وليس في هذا التنوع تشتيت، وإنما هو انعكاس لواقع القانون ذاته؛ إذ لم تعد الفروع القانونية جزرا معزولة، بل صارت الظاهرة الواحدة تستدعي أكثر من فرع وأكثر من منهج. ولذلك آثرنا في تقديم هذا العدد الإشارة العامة إلى محاوره دون الخوض في تفصيل كل دراسة على حدة، تاركين للقارئ أن يبني حكمه من النصوص نفسها.

ومن دواعي اعتزاز المجلة أن مواد هذا العدد وردت من باحثات وباحثين ينتمون إلى مؤسسات جامعية ومهنية متعددة داخل المغرب وخارجه، وأن بينهم أساتذة التعليم العالي وحاملي الدكتوراه والباحثين بسلك الدكتوراه وممارسي المهن القانونية. وهذا التعدد في المراتب والمشارب هو ما يمنح المجلة صفتها العلمية، ويجعلها فضاء للحوار بين النظرية والممارسة، لا منبرا لطرف دون آخر.

وقد خضعت جميع الدراسات المنشورة لمسطرة التحكيم العلمي المعتمدة بالمجلة، والتزمت هيئة التحرير في مراجعتها بمعايير الصياغة والتوثيق المقررة، مع الحفاظ على استقلالية كل باحث في آرائه واجتهاداته. فما يرد في هذه الدراسات من مواقف يلزم أصحابها وحدهم، ولا يعبر بالضرورة عن رأي المجلة.

وإننا إذ نضع هذا العدد بين يدي القارئ، نتقدم بالشكر إلى الباحثات والباحثين الذين أثروه بأعمالهم، وإلى السادة المحكمين على ما بذلوه من جهد في التقويم والتوجيه، وإلى كل من أسهم في إخراج هذا العمل إلى النور. ونجدد الدعوة إلى المشتغلين بالبحث القانوني للمساهمة في الأعداد المقبلة، بما يعزز رصيد المجلة ويخدم البحث العلمي في مجال القانون والأعمال. وبالله التوفيق.

والله ولي التوفيق

إدارة مجلة القانون والأعمال الدولية



كعادتها، تواصل مجلة القانون والأعمال الدولية ريادتها للمجلات القانونية العربية، وقد شهد الإصدار الأخير منها الموافقة على نشر 130 بحثًا بمشاركة 160 مشاركًا ما بين أستاذ جامعي ودكتور وباحث وممارس من 16 جنسية مختلفة.



هذه العسارة ناتجة بعد تحكيم أكثر من 360 بحثًا من طرف المحكمين المنضوين تحت لواء المجلة ومن مختلف الجنسيات، لأجل الوصول إلى أجود الأبحاث التي تستحق النشر.



إصدار شهر أكتوبر 2026

يعتبر الإصدار رقم 66 لمجلة القانون والأعمال الدولية من أجود الأعمال القانونية المحكمة، وقد شمل هذا الإصدار أبحاثًا من مختلف مشارب القانون موزعة على 16 محورًا.



إحصائيات العدد 66

شمل الإصدار رقم 66 (130 بحثًا)



8

باللغة الإنجليزية



19

باللغة الفرنسية



103

باللغة العربية

الجنسيات المشاركة في هذا الإصدار

 السودان 5	 قطر 7	 الأردن 8	 موريتانيا 8	 السعودية 9	 الإمارات 9	 فلسطين 13	 المغرب 89
 ساحل العاج 1	 تركيا 1	 مصر 1	 البحرين 1	 اليمن 1	 العراق 2	 سلطنة عمان 2	 لبنان 3

عدد الأبحاث	محاور الإصدار رقم 66
20	محور الرقمنة والذكاء الاصطناعي
15	محور قانون المال والأعمال
4	محور قانون الأسرة وعلوم الفقه
10	محور القانون الجنائي
8	محور المساطر الإجرائية
8	محور العقار والتعمير
8	محور قانون الشغل والحماية الاجتماعية
3	محور القانون الرياضي
2	محور القانون البيئي
7	محور القانون الدولي
12	محور القانون الإداري
4	محور القانون الدستوري
2	محور العلوم السياسية
6	محور الدراسات والأبحاث باللغة الإنجليزية
2	محور الدراسات والأبحاث باللغة الإنجليزية: الإدارة الصحية
19	محور الدراسات والأبحاث باللغة الفرنسية
130 بحثًا	المجموع